lundi 7 novembre 2022

LA CRÉCELLE

Prix libre

LE CRÉPITANT JOURNAL DES RÉVOLTÉ·E·S DE L'ART VIVANT

HUITIÈME MOUVEMENT

EdiTotal

« N'étaient les remous odorants d'un automne trop tiède.»
Voici de la poésie bien fleurie pour ouvrir ce 8e mouvement.
En effet, à l'heure où les membres du parti de Macron traitent les jeunes qui s'impliquent dans les luttes écologiques d'« enfants de la bourgeoisie parisienne complètement déconnecté·es », quoi de plus tentant alors que de répondre avec du désodorisant floral en spray (en évitant les senteurs molles de la rose synthétique).

D'une piquante odeur à une autre, mettons le nez dans le carburant et songeons aux 17,3 milliards de dollars de bénéfices de TotalEnergies sur ces 9 derniers mois. Les employé·es des raffineries ont fait grève et ont obtenu certaines réponses, reste que les gains produits par leur labeur demeurent en immense majorité reversés aux investisseurs pour la gloire du capitalisme (2,6 milliards au premier semestre 22). Il faudrait aussi parler de la décrédibilisation lancée par certains médias à leur égard, mais la bouteille du désodorisant à chiotte se vide rapidement.

Outre-Manche, d'autres senteurs intéressantes se répandent dans les secteurs des transports, de la santé, mais aussi chez les avocat·es, les dockers et les facteurices ; dans tout le Kingdom les grèves se succèdent. La reine, même morte, continue à jouer son rôle de tampon médiatique pour éviter que ces odeurs raniment, comme chez Proust, de longs souvenirs précis où les madeleines sont remplacées par des individus en jaune sur des ronds-points.

Plus près de nos narines, nous soutenons nos collègues sous-traité·es de la Philharmonie qui se mobilisent pour réclamer des conditions de travail décentes. Une pensée pour leur panier repas à 3,05 euros qui ne doit pas sentir bien meilleur que notre désodorisant désormais complètement vide.

Ces résistances vous sont détaillées dans les pages qui suivent, pages que leurs auteurices auraient voulu parfumer à la cerise, mais on n'avait pas le budget...

Vive la grève des agents d'accueil de la Philhar' !

Si ils et elles sont tenues d'arborer un badge de la Philharmonie de Paris, cette dernière sous-traite l'emploi de ses agents d'accueil à l'entreprise City One, géante de l'événementiel. Pour la Philharmonie, c'est pratique ! Cela lui permet de profiter d'agents sous-payés et en extrême précarité tout en préservant son image de grande institution généreuse et humaniste. Mais c'est sans compter la détermination des grévistes, qui pointent cette hypocrisie.

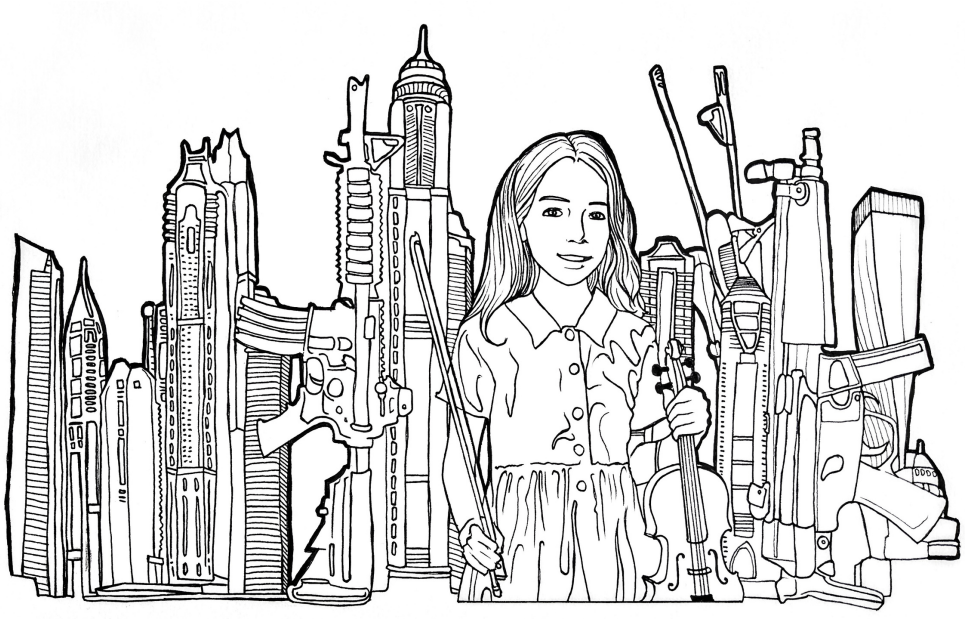
Payés au SMIC, la plupart sont en CIDD (Contrat d'intervention à Durée Déterminée - des CDD renouvelables à l'infini). Rien dans la Philharmonie ne marcherait sans leur présence : surveillance des expositions, accueil, orientation et placement des auditeurs lors des concerts. "Et même puériculture et animation" fait remarquer une gréviste de la Philharmonie des enfants. Appelés au coup par coup pour des missions de quelques heures, ils ne peuvent pas avoir d'arrêt-maladie. Pendant le covid, aucune compensation ne leur a été versée, ni de City One ni de la Philharmonie, qui ont pourtant pu bénéficier d'aides gouvernementales... Et malgré leur très bas salaire, il est défendu aux agents d'accepter les pourboires !

Le mouvement est parti d'une poignée de salariés pour contester un licenciement abusif. Il s'est ensuite étendu et a élargi ses revendications sur les salaires et les conditions de travail. Ce dimanche 30 octobre, il y avait près d'une vingtaine de grévistes.

Leurs revendications sont claires : un panier repas à 10 euros (contre 3.05 actuellement, équivalent à un tiers d'œuf mimosa au Café des Concerts), une majoration complète des dimanches et jours fériés, la réintégration du collègue abusivement licencié, le paiement des heures supplémentaires, une plage horaire de travail de 4h consécutives minimum, le paiement du pass Navigo et le remboursement intégral du taxi quand leur mission se termine après la fermeture du métro. *« City One a les moyens de mettre la main à la poche ! »* affirme une gréviste.

L'assemblée générale a lieu dans une ambiance joyeuse et combattive. Les grévistes scrutent toutes les pratiques illégales ou à la limite de l'être de leur employeur City One : fiches de paie incompréhensibles et émaillées d'irrégularités, non-paiement des heures supplémentaires ou des primes... Un représentant syndical CGT de la Philharmonie, soutien de la grève, intervient à plusieurs reprises pour évoquer les vertus d'un bon dialogue social. Les grévistes ne l'entendent pas tout à fait ainsi et le font savoir (ils ont bien raison, pensent les deux crécelleux présents).

Sont discutées ensuite les façons de résister aux nombreuses pressions et menaces de la part de l'employeur, les moyens d'étendre le mouvement, les prochains temps forts... Une gréviste conclut, en plaisantant à peine : *« La prochaine AG, on la fait salle Pierre Boulez ! ».*



Mbappé au Qatar, DÉMOS à Abu Dhabi !

Après la Sorbonne et le Louvre, c'est à la Philharmonie de Paris d'entreprendre une politique de diplomatie culturelle à Abu Dhabi, grâce à l'implantation du projet DÉMOS dans la capitale des Emirats Arabes Unis (EAU). Du 29 septembre au 13 octobre, une dizaine d'intervenant·es ont été missionné·es pour encadrer 75 enfants des écoles primaires locales âgé·es de 8 à 10 ans afin de présenter la pédagogie propre au projet DÉMOS (apprentissage collectif, transmission par l'oralité), qui prend ses racines dans le projet vénézuélien d'éducation sociale et musicale El sistema. Ce joli voyage s'est clôturé par un concert des enfants.

Brassens II - LE RETOUR

La fermeture d'une classe à horaires aménagés musique au Lycée Georges Brassens dans le 19e arrondissement de Paris était déjà le sujet d'un article de notre 6ème mouvement. Nous devons malheureusement discuter de la suite (et fin ?) de cette affaire.

Car un an plus tard, c'est l'entièreté du lycée qui pourrait fermer, et ce dès la rentrée prochaine.
En cause ? Toujours la diminution du nombre d'élèves, à laquelle s'ajoute la prétendue vétusté des locaux.
Il est vrai qu'il y a beaucoup moins d'inscrit·e·s en septembre 2022 que l'année précédente. Mais si nous nous référons aux conditions d'admission explicitées dans notre précédent article, c'est tout à fait normal - plus aucune candidature hors Paris n'est acceptée. Concernant la vétusté du lieu, elle est récusée de toutes parts. [1]

Si on ajoute que l'annonce de fermeture n'a été effectuée que le 16 octobre par voie syndicale, le cynisme semble ne pas avoir quitté les bureaux de la région Ile-de-France, propriétaire du bâtiment.
La décision définitive doit être donnée dans la semaine du 7 novembre. En attendant, de nombreuses mobilisations ont eu lieu, dont une manifestation organisée le 21 octobre réunissant parents, professeurs et élèves. Un compte instagram, @Brassens_en_lutte, est très actif depuis l'annonce et une pétition réunit déjà plus de 12 000 signatures. Venez l'enrichir de votre griffe numérique ! [2]

[1]https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/a-paris-menace-de-fermeture-sur-le-lycee-georges-brassens-les-eleves-et-les-professeurs-sont-dans-le-desarroi-2640760.html
[2] Cf. Change.org *Contre la fermeture brutale du Lycée Brassens*

Cependant, une remise en contexte s'impose. Depuis la création de la fédération en 1971, les EAU mènent une politique de développement militaire bien spécifique. Les sept Emirats craignent en effet les conséquences de leur dépendance à l'or noir et cherchent à renforcer leur souveraineté militaire face à leurs puissants voisins (Arabie Saoudite, Iran, Irak). Ce cinquième importateur d'armes au monde déploie, depuis les années 1980 toute une politique qui invite ses fournisseurs d'armes (parmi lesquels beaucoup d'entreprises françaises comme Thales, Safran ou Dassault) à participer au développement d'infrastructures industrielles. Ces transferts de technologies et de compétences en échange d'achat de matériels militaires permettent aux EAU de devenir à leur tour un exportateur d'armes pour les pays du monde arabe. Cette course à l'armement se traduit par leur implication, directe et indirecte, dans les guerres du Yémen et de la Libye.

Aussi, pour consolider les partenariats commerciaux et militaires avec l'Occident et entretenir leur respectabilité diplomatique, les EAU cherchent à investir depuis les années 2000 dans de nouveaux secteurs. L'urbanisme, le luxe, les activités de loisirs, la culture et le tourisme deviennent leurs nouvelles cartes à jouer. En attestent les nombreuses publicités pour Abu Dhabi présentes actuellement dans le métro parisien.

Alors, vacances militaires ou pédagogie bling bling ?

En tout cas, on peut se demander ce qui est passé par la tête des dirigeants de DÉMOS pour accepter de mettre leur goutte d'huile dans les rouages d'une politique diplomatique et militaire bien loin des valeurs de l'Éducation Artistique et Culturelle.

Le mécénat de la fondation Ernst von Siemens, une question politique ?

La musique contemporaine et l'argent

Lors d'un changement de plateau interminable, tout aficionado de notes de programme aura déjà laissé traîner, sans le savoir, son regard sur le logo de la fondation Ernst von Siemens (EvS). Cette dernière se distingue par les financements qu'elle apporte « à l'international » à de nombreux festivals, ensembles, commandes, publications et éditions d'œuvres. De plus, tous les ans, trois jeunes compositeur·ices choisi·es par un comité obtiennent un prix de soutien doté de 35 000 €. S'y ajoute certaines années une dotation de 75 000 € pour un ensemble, primé pour son travail au service de la création musicale contemporaine. Tous les ans est également décerné le grand prix Ernst von Siemens. Il est appelé « le prix Nobel de la musique », comme cela arrive quand l'argent semble tomber du ciel : les hyperboles suivent. Ce dernier consacre une personnalité pour une vie passée au service de la musique. La dotation s'élève à 250 000 €, ce qui fait assurément de ce prix le plus important de la musique contemporaine.

Les fondations Aventis et la EvS sont les seules instances privées d'outre-Rhin à concentrer leurs efforts philanthropiques sur la création musicale. Mais la EvS, plus connue, détient avec ses prix et ses dotations un pouvoir conséquent sur cette scène. A titre de comparaison, alors que le budget annuel pour la création de Radio France s'élevait en 2012 à 567 000 €, la fondation pour la musique EvS affiche 3,56 millions d'euros de généreuses donations en 2021, ou même 5,7 millions en 2020, et se paie ainsi depuis 1974 le luxe de définir la notion de prestige dans le paysage de la musique contemporaine.

Mais qui sont les Von Siemens, anoblis en 1888 par le roi de Prusse, et qu'ont-ils à voir avec la musique ? A priori pas grand chose. La société commerciale Siemens, quatrième plus grande entreprise d'Allemagne (303 000 salarié·es dans le monde en 2021 et un bénéfice net de 6.7 milliards d'euros), se concentre sur les domaines de l'industrie, de l'infrastructure, de la mobilité et de la santé. La famille d'industriels en reste la principale actionnaire. Mais elle ne s'arrête pas là. Depuis 1873, les Von Siemens ont également mis en place, entre la Suisse, la Basse-Saxe et la Bavière, un véritable réseau de fondations[1].
Toutes portent le patronyme familial, leur conférant ainsi, outre d'importants avantages fiscaux, une fonction mémorielle et d'influence : le softpower de l'entreprise Siemens AG.

Un soin particulier semble être apporté à la dissociation entre la fondation pour la musique EvS et la société d'action qui régit le groupe industriel mondial. Mais en réalité, en contrepartie de ses loyaux services, la fondation EvS, dont le siège est en Suisse « *dépend des résultats de la Siemens AG. Le fondateur, Ernst von Siemens, avait apporté en 1972 des actions dans le patrimoine de la fondation, dont les dividendes lui sont versés* », soulignait ainsi en 2021 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*[2] Michael Roßnagl, alors secrétaire général de la EvS.

L'affaire Spahlinger

« L'instrumentalisation des artistes et de leur création à des fins publicitaires est une profanation. »

En 2012, ce lien est décrié par le compositeur et professeur Mathias Spahlinger. Alors âgé de 68 fières années (presque toutes au service de la musique), ce dernier renonce à son honoraire pour une pièce commandée par le festival *L'Usine sonore*. Il venait d'apprendre que l'intégralité de cette somme avait été subventionnée par la fondation EvS. Son âge avancé, sa retraite assurée l'autorisèrent à adresser une lettre ouverte au directeur dudit festival pour dénoncer un lien qui, pour reprendre ses mots, représentait une « *attaque directe à son estime personnelle* ».

Dans cette lettre, il s'indigne qu'il soit « *trop rare de savoir avec qui les musiciens se retrouvent associés, et dans quel cadre leur art résonne* » et qu'« *il soit inévitable (si l'on ne veut pas abandonner son métier) d'être mentionné dans une note de programme aux côtés de sponsors avec lesquels on ne veut rien avoir à faire.* »
Il nous apprend qu'en échange de son soutien, la fondation EvS s'attribuait par contrats interposés un droit de regard sur tout support de communication ainsi que sur les partitions afin de s'assurer que son logo y figure au premier plan ; bien visible à côté de celui du compositeur. Lui qui venait de passer 18 années de sa vie à composer *Off* (1993-2011), une musique pour 6 percussionnistes et qui devait rétroactivement faire l'objet de ce semblant de commande, rémunérée au total 6 500 €.

[1] Derix, Simone. « Fortune internationale, philanthropie et patrimoine : le cas de la famille Thyssen », *Relations internationales*, vol. 157, no. 1, 2014.
[2] *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21. 12. 2021

Selon Mathias Spahlinger, « *l'instrumentalisation des artistes et de leur création à des fins publicitaires est une profanation.* » Il souligne notamment que « *la fondation Siemens n'est pas là pour la culture, la culture est là pour améliorer l'image du nom Siemens.*» Un an auparavant, le plus gros scandale de corruption de l'Allemagne de l'après-guerre avait éclaté au grand jour et plongé le groupe dans une crise sans précédent. On recensait ainsi, au début des années 2000, 330 projets douteux et 4 300 faits avérés de corruption. « *Das ist wie bei der Mafia* » (« Comme dans la mafia »), titrait le 14 janvier 2011 le journal *Süddeutsche Zeitung*.

Spahlinger nous rappelle aussi que « *Siemens a profité du travail d'esclaves dans le système de camps de concentration nazis* », ajoutant que « *Ernst von Siemens fut en 1943 membre adjoint du conseil d'administration de Siemens et Halske. Et qu'il était impossible pour ce dernier de ne pas savoir. Une raison suffisante*», selon lui, « *pour ne pas vouloir de cet argent.* » Dans sa biographie[3], Ernst von Siemens, laconique, qualifiait de « *très amer* » le bilan de cette période[4].

« *Celui qui dispose de tant d'argent qu'il peut créer des fondations*», poursuit Spahlinger, « *a soit payé trop peu de salaires, soit trop peu d'impôts. Il a en outre déduit son activité de donateur de l'impôt. Il a donc privatisé un bien commun. Il en a disposé à sa guise et a favorisé sa réputation de bienfaiteur en soustrayant « sa » fortune privée, générée publiquement et collectivement, à la disposition du public et à la décision démocratique. Il a donc de fait travaillé contre la démocratie.* »

« Ce qui doit être dit ...»
Trois réactions à la lettre ouverte de Spahlinger

Cette lettre ouverte fit, dans la même année 2012, couler beaucoup d'encre, notamment sur le blog de la *Neue Musik Zeitung* [5] où les compositeurs Moritz Eggert et Alexander Strauch réagirent.

Dans son article, le premier reproche à Spahlinger son manque de cohérence. Il énumère ainsi, dans l'ordre quasi chronologique du catalogue du compositeur, tous les œuvres, publications, voyages et créations à l'étranger qui furent directement ou indirectement financés par la fondation EvS. Ils sont nombreux. Il poursuit ensuite en faisant l'éloge du talent des nombreux·ses étudiant·es en composition de l'honorable professeur qui eurent la chance d'être, elleux aussi, soutenu·es par ladite fondation. Il n'oublie pas non plus d'évoquer les festivals sponsorisés, où toutes ces musiques ont été à l'honneur.

Ce blogueur avoue même en fin d'article, visiblement ébranlé, que plus il poursuivait ses recherches, plus il était forcé d'admettre l'imbrication quasi-totale de tous les projets dits de musique contemporaine et de la fondation. Au point qu'il arrive à se demander, avec un sarcasme qui peine à masquer son embarras, si la musique contemporaine, comme « *tout l'univers d'ailleurs* », existerait réellement sans cette fondation. Il va jusqu'à imaginer, ostensiblement atteint, que pour permettre aux musicien·nes d'apparaître propres sur scène, les costumes de ces dernier·es devaient très probablement avoir été lavés avec un lave-linge Siemens[6]...

Après la lettre de Spahlinger, toujours dans le journal de la musique contemporaine (*NMZ*), le compositeur Alexander Strauch ose une analyse moins lyrique. Il lance une recherche dont il tire un article : «*Projets soutenus par et pour les curateurs de la fondation EvS*». Le constat est édifiant. Dans la liste des 135 subventions accordées en 2011 par la fondation, le compositeur en relève (avec ses moyens limités) une vingtaine qui soutiennent ouvertement et directement des projets des membres de la commission d'attribution de cette fondation, également compositeurs, et un nombre incalculable de projets subventionnés qui émanent des élèves de ces membres. Des projets dans lesquels il n'est pas rare que leurs musiques soient programmées conjointement. Alexander Strauch en conclut une ingérence antidémocratique dans le monde de la musique contemporaine et une inégalité honteuse à l'égard de toutes celles et ceux qui ne font pas et ne feront jamais partie de ce circuit fermé. D'autant plus dans un système où la subvention appelle la subvention. Le système public d'aides aux projets artistiques prévoit en effet qu'une première source de financement est nécessaire pour l'attribution d'une seconde. Ce qui prive trop souvent cet art et les institutions qui le portent des œuvres de toustes les exclu·es - et réfractaires volontaires - de la politique de cette fondation.

[3] *Lebenswege* (Chemin de vie) *Ernst von Siemens*, Munich, 2015. Biographie publiée sur le site officiel Siemens.com

[4] Plumpe, Werner. « Les entreprises sous le nazisme : bilan intermédiaire», Histoire, économie & société, vol. 24, no. 4, 2005.

[5] Journal de la musique contemporaine

[6] N.B. : nous sommes en 2022. Il est fort probable qu'au vu des évènements en Ukraine, notre musicien-bloggeur réalise aujourd'hui seulement que même le gaz, qui jusqu'ici chauffait les salles de concert desdits festivals en hiver, était acheminé depuis le fin fond de la Sibérie avec le concours d'une turbine de chez Siemens.

En 2018, six années après « l'affaire Spahlinger » qui ne semble donc pas s'estomper, Bernd Künzig, rédacteur pour la musique contemporaine du SWR[8], se lance à son tour dans un commentaire dans le magazine *Musiktexte*, qu'il intitule : « *Ce qui doit être dit : aucunement un prix Nobel !* »

Il s'intéresse notamment au mode de fonctionnement de la fondation EvS. Selon le site de cette dernière, trois membres de la famille Siemens siègent à son conseil d'administration. Son comité de gestion[9] est quant à lui composé de 10 membres, 6 hommes et 4 femmes, tou·te·s actif·ves dans le monde de le musique, pour la plupart également membres des grandes académies des arts en Allemagne et en Autriche[10]. « *Et comme pour tout métier, un bon réseau n'est jamais une mauvaise chose* », remarque Bernd Künzig, la plupart de ces artistes cumulent ces adhésions avec de hautes fonctions dans d'autres instances publiques et privées, qui occupent une place déterminante dans le domaine de la musique en Allemagne, en Autriche et en Suisse, notamment pour l'enseignement, les concerts et l'attribution de bourses et de subventions[11].

Désignés par le conseil d'administration de la fondation pour une durée indéterminée, les membres de ce comité décident de l'attribution des bourses, de la subvention des projets, des lauréats des prix pour lesquels, « *comme pour le prix Nobel ou la nomination du Pape* », aucune candidature n'est possible. Et «*comme une bonne dose de confiance en soi est nécessaire pour la consolidation d'une grande personnalité artistique*», certains de ces membres furent, avant de l'être, eux-mêmes lauréats des prix de soutien. Deux d'entre eux (Lachenmann en 1997 et Rihm en 2003) se virent même, selon Bernd Künzig, attribuer le grand prix EvS alors qu'ils siégeaient au cœur même du conciliabule décideur de son attribution. «*Noblesse oblige : Wolfgang Rihm, en tant que membre du comité, aurait été suspendu l'année de l'attribution. On se connaît, on s'apprécie, on s'encense*», ricane t-il.

Quoi de plus étonnant donc que de très grands noms de la musique contemporaine des dernières décennies aient été ou sont membres de ce conseil (Rihm, Furrer, Lachenmann, Poppe, Mundry…). Et comme « *le talent est une denrée rare* », toujours selon le rédacteur du SWR Bernd Künzig, la musique de ces « *illustres figures et leurs jeunes pousses* » est systématiquement jouée et célébrée dans les plus grandes instances de la musique contemporaine (comme en France: au Festival d'Automne, Manifeste, Musica…).

Zéro blabla, zéro tracas, mécénat ?

« Bien sûr, nous n'avons rien déterminé en terme de contenu. »

Au final, « *la fondation EvS a certainement contribué à écrire l'histoire de la musique. Sans la fondation, le développement de la musique aurait probablement suivi un autre cours* », assumait fièrement Michael Roßnagl en 2021, alors qu'il était secrétaire général de la fondation depuis 1996.

« *Bien sûr, nous n'avons rien déterminé en terme de contenu* », ajoutait-il dans la même interview[12]. D'un point de vue esthétique, cet ordre des choses n'est cependant pas sans conséquences. Car pour bénéficier de l'exposition qui découle du « label EvS », tout artiste doit au préalable intégrer le réseau de cette fondation, se conformer aux standards qui s'y imposent et y sont enseignés. Le mécénat peut laisser croire que l'art serait, par son généreux mécanisme, enfin libre et exempté de toute logique de rentabilité. En réalité, lorsqu'il est exercé dans ces conditions, il s'agit d'une insidieuse emprise. Car avec les millions qu'elle met sur la table, le moindre talent reconnu par EvS devient par ailleurs son obligé. Tout·e artiste établi·e et en devenir qui a pour responsabilité d'inventer la musique d'aujourd'hui serait bien avisé·e de voir cette fondation pour ce qu'elle prétend ne pas être: une force politique avec une vision culturelle et esthétique bien définie et défendue avec constance.

[8] Équivalent de Radio France
[9] Il est question d'un Curatorium et de ses membres curateurs.
[10] *Akademie der Künste* Berlin, Munich et Vienne.
[11] Notamment le *Deutscher Musikrat* (équivalent CNM), la Gema (équivalent Sacem), les Berliner Philharmoniker, l'académie de Lucerne, Impuls de Graz, Musica Viva, Darmstadt, Donaueschingen…
[12] *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21.12.21.

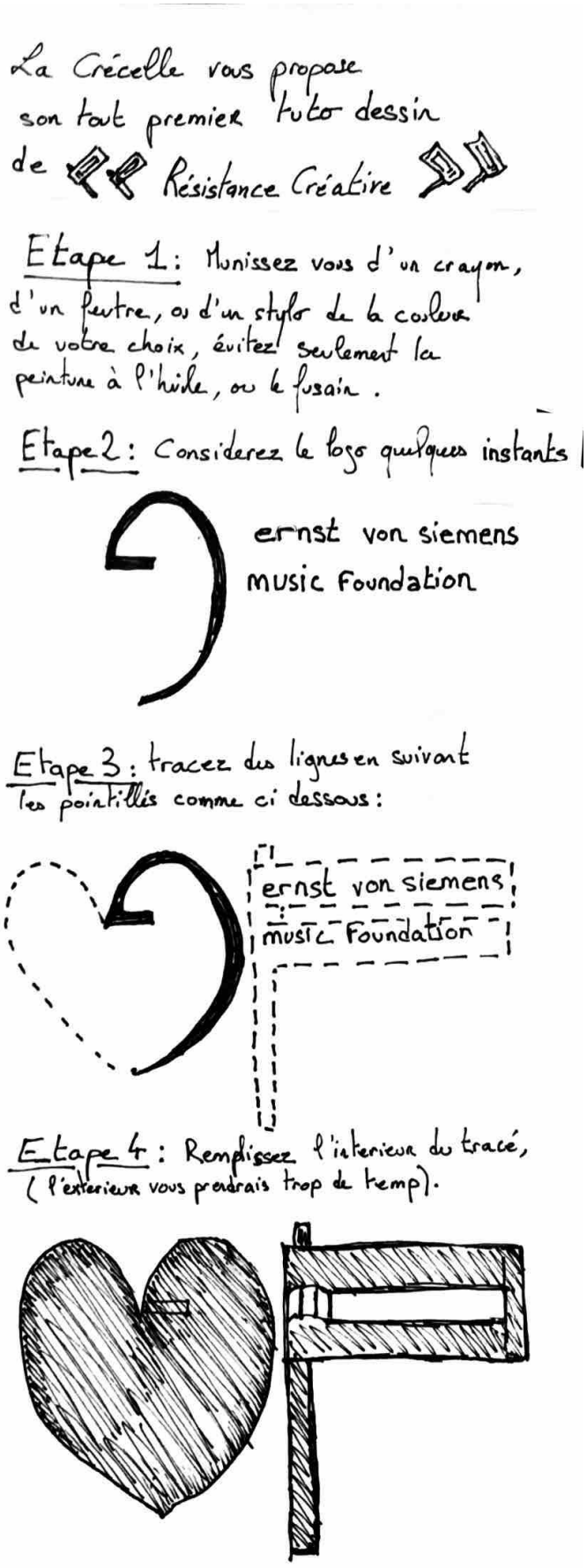
Le prestige : ...de ce qui impose le respect ou l'admiration

Avec sa position hégémonique la fondation a aussi la main sur les récits, les discours qui accompagnent la musique contemporaine, les lieux qu'elle investit, la façon dont elle circule. S'y ajoute le pragmatisme des programmateurices et rédacteurices des grandes institutions étatiques, relais non critiques de ce modèle. En résulte une vaste diffusion des musiques labellisées EvS et le faux consensus qu'elle est légitime à écrire une unique Histoire de la musique. Il est temps de rêver à d'autres mondes, où la société ne serait plus, par ces mécanismes, privée de musiques autrement plus riches et représentatives de sa diversité. Où les artistes qui œuvrent en ce sens ne seraient plus marginalisé·es.

Pour l'heure, il nous est impossible, sauf au prix de cette marginalisation aux nombreux effets pervers, d'échapper à la dépendance d'une fondation comme EvS. Alors que faire ? La solution la plus commode est d'assigner notre conscience politique au pianissimo. Ou de la remplacer par des considérations rassurantes : après tout, l'argent n'a pas plus de timbre qu'il n'a d'odeur.

Cette réalité traverse les âges et les domaines : la volonté de faire, la nécessité d'agir, s'incline face aux moyens. Et toute activité, aussi intègre soit-elle, connaît son lot d'exemples récents ou historiques illustrant ses limites, ou les concessions qui avec un léger recul nous paraissent inconcevables. Mais l'urgence dans laquelle se trouvent nos sociétés nous pousse à ouvrir ce débat. À laisser de côté pour quelques instants - ne serait-ce que le temps d'écrire un article - nos savoir-faire artistiques, nos envies de jouer et la quête de moyens qui en résulte. Pour analyser d'abord les opportunités présentes dans le paysage culturel institutionnalisé et repenser ensuite, à l'aune de cette recherche, la forme que peuvent prendre nos imaginaires, la nature de nos motivations artistiques et la force sonore réelle que nous pourrons alors exprimer et laisser résonner dans le futur.

Peut-être éviterons-nous ainsi le réveil brutal d'un compositeur comme Spahlinger, après une vie passée à composer dans une esthétique qu'il pensait être, comme tous les modernistes de sa génération, émancipée d'une instrumentalisation de la musique à des fins de propagande. Un choix s'offre donc à nous, nous jeunes artistes qui croyons encore à la force de cet art : celui de soulever ou non la chape de plomb imposée par le *statu quo*. Poursuivre ou non la réflexion. Alice, elle, suivit le lapin dans son terrier, sans songer à sa profondeur ni comment en sortir.



L'opéra, la baleine et la crise multiforme

« The Outcast *(Le Paria), [...] revisite* Moby Dick, *abordant ce récit fondateur sous l'angle inattendu de la crise globale et multiforme, politique, sociale et environnementale* » nous promettait la Philharmonie de Paris. Sa compositrice, Olga Neuwirth, par ailleurs lauréate du prix Ernest Von Siemens (voir article ci-avant), est connue pour le caractère engagé de son œuvre.

Passionnées par la création contemporaine, menacées par la «crise globale et multiforme» et intéressées par la question de l'art engagé, nous sommes donc allées, avec quelques crépitantes camarades, écouter cet opéra inspiré du célèbre roman de Melville qui relate la traque acharnée d'une monstrueuse baleine blanche par le capitaine Achab, son équipage et son navire...

Nous voilà assises sur nos gradins, face à un imposant orchestre, soutenu par une mâle chorale et un ingénu chœur d'enfants peints en gris (les pauvres). Les solistes, chacun·e dans son carré de lumière, chaudement vêtu·es de bottes, bonnets, vareuses, et autres cols roulés, tiennent le devant de la scène. Côté jardin, un auguste et chenu personnage nous offre son profil. Nous comprendrons bientôt qu'il ne s'agit de nul autre que Herman Melville, l'auteur de Moby Dick.

Nous reconnaissons dans l'orchestre beaucoup de nos camarades étudiant·es au conservatoire, présent·es sans doute à la faveur d'un partenariat pédagogique. Incorrigibles grincheuses, nous ne pouvons réprimer la pensée que même avec le soutien financier affiché de la fondation Ernst Von Siemens, une telle production est dépendante du travail gratuit de jeunes musiciennes et musiciens.

L'opéra s'ouvre sur un chœur de moussaillons - un vigoureux chant à deux voix et a capella, aux accents marins, dévolu au chœur d'enfants gris. Les personnages du livre expriment ensuite leurs états d'âme dans de longs soli chantés ou parlés, entrecoupés par des chœurs de marins et par des monologues de Melville qui tente de nous parler de la souffrance d'un auteur face à son œuvre. Au milieu de l'opéra, Melville en démiurge se met à dialoguer avec Achab qui aimerait s'affranchir de sa condition de personnage. Il ne veut plus exécuter le destin que lui réserve son auteur, jusqu'à mettre Melville en colère au point qu'il en jette de dépit sa machine à écrire. La scène, aux mailles un peu grosses et aux accents un peu pompeux, nous a plongées dans l'embarras. L'écran au-dessus du plateau diffusant des images hypnotisantes de baleines, de mer agitée et de visage d'écrivain torturé, n'a pas aidé à nous en sortir.

La musique, dans les rares moments où l'orchestration s'allège et laisse exister des couleurs singulières, nous offre quelques embellies. Mais le plus souvent, cantonnée au registre grave, aux matières denses et aux tempi étirés, elle semble figée dans la figuration des abysses.

Nous sortons de la Philharmonie avec le sentiment d'être passées à côté de la dimension politique tant vantée de l'opéra. Celle-ci sera pourtant unanimement saluée par nos confrères. *Le Monde* tire le portrait de la compositrice avec une citation de l'intéressée : « Je suis contre le pouvoir ». *Télérama* qualifie *The Outcast* de «rébellion face à l'effroi» et *Resmusica* parle « d'une musique comme protestation politique ». Le site *Classique mais pas has been* nous livre même cette analyse : *« Olga Neuwirth nous propose une allégorie du populisme dans le destin de ce navire dont le cap n'est incertain que pour ceux qui ne tiennent pas la barre. »* En partant de l'hypothèse audacieuse que cette dernière phrase ait un sens, on ne peut que remarquer que celui-ci fleure bon le macronisme : ceux qui tiennent la barre savent où nous allons, ayez confiance braves matelots et n'écoutez pas les populistes qui fomentent la grève générale... Mais nous nous emportons.

Où était donc la politique, objet qui à la Crécelle nous anime, nous rassemble, occupe une certaine place dans nos vies, et qui nous a manifestement échappé dans The Outcast ? Dans la noirceur musicale comme dénonciation de la noirceur de monde ? Dans le fait qu'un personnage masculin de Melville soit devenu femme ? Dans la représentation de pauvres orphelins gris de misère ? Dans les images de baleines ? Tout cela nous semble politiquement bien léger et consensuel, et loin des questionnements, des tensions, et des défis des luttes auxquelles nous sommes liées.

Nous nous interrogeons sur cet écart entre notre perception et celle de la presse musicale quant à la portée politique de cette œuvre. N'est-ce qu'un élément marketing destiné à faire souffler une très légère et confortable brise de «révolte» sur le public de la Philharmonie?

Notre propos n'est pas de reprocher à la camarade Olga de n'avoir pas mis assez de politique dans son opéra. En art, la politique est bien plus un genre de fermentation qu'un ingrédient, et peut produire des arômes aussi divers qu'indépendants de la volonté du commis. Ce sujet nous passionne par ailleurs. Mais nous voulons adresser aux critiques d'opéra une observation fraternelle : à l'heure où le climat social se tend, où les questions politiques redeviennent des préoccupations de la jeunesse, attribuer des vertus contestataires et engagées à un spectacle politiquement si consensuel, c'est prendre le risque du ridicule.

Le SACRe du Capital

Le programme doctoral SACRe est un laboratoire combinant recherche artistique et recherche scientifique. Il permet à des artistes de consacrer trois années à une thèse articulant leurs préoccupations artistiques avec des sciences au sens large : cela peut être des sciences dures, mais aussi des sciences humaines et des sciences sociales (sociologie, anthropologie, sciences politiques, etc). Jusqu'à cette année, l'ENS (qui héberge le programme) et cinq écoles d'art (Fémis, CNSMDP, Ensad, les Beaux-Arts de Paris et le CNSAD) disposaient chacune d'une bourse doctorale et faisaient un appel à candidatures. Les heureux boursiers avaient ainsi une liberté exceptionnelle dans la conduite de leur recherche et dans ses enjeux. La bourse permet en effet de travailler un sujet choisi en échappant pendant trois années à la pression économique, à la nécessité de vendre une œuvre ou un spectacle, à celle de répondre à des commandes. Cette liberté, dans un monde où les artistes sont de plus en plus précaires, a une valeur inestimable.

Sauf que cette année, elle s'est pris du plomb dans l'aile. En effet, la direction de PSL (le regroupement d'universités qui chapeaute le programme) a unilatéralement décidé de supprimer deux bourses sur six. Un tiers de bourses publiques en moins ! Conséquence : point de théâtre et d'art plastique cette année, le CNSAD et les Beaux-Arts de Paris n'auront pas de doctorants. Pourtant, lors du séminaire de rentrée, on a bien compté : douze thésardes et thésards rejoignent l'aventure. Mais comment que qui quoi se puisse ?

C'est qu'avec le recul des bourses publiques coïncide un déferlement de bourses privées. Des dispositifs comme les CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) ont fait une spectaculaire entrée en scène, et concernent désormais la majorité des bourses. Selon le site du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, une CIFRE « permet à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant ». Comprenez : une entreprise met quelques deniers sur la table, l'Etat complète généreusement, et voilà qu'elle peut, avec l'aide de l'argent public, mettre des artistes à son service.

Mais au sage et pragmatique ami des arts d'interroger : où est le problème enfin ? N'êtes-vous pas satisfaits que le nombre de doctorants SACRe augmente ? Que les entreprises vous investissent ? Qu'on ait enfin trouvé aux séculaires chamailleries entre l'art et l'argent une solution « gagnant-gagnant » ?

Et nous, indécrottables gauchistes, de répondre : non, non, et non. Nous ne sommes pas dupes : l'argent qu'une entreprise investit n'est jamais sans contreparties, ni sans conséquences. Rien que dans le séminaire de rentrée du SACRe cette année, on pouvait en voir des illustrations.

La plus évidente était le rétrécissement manifeste de la pluridisciplinarité : les années précédentes, 5 ou 6 écoles étaient représentées dans la nouvelle promotion, cette année, il n'y en a plus que quatre, et on compte 6 doctorant·es ENSAD. Cette répartition déséquilibrée n'a aucune justification artistique ou scientifique. C'est juste que les arts décoratifs ont plus d'applications techniques ou politiques susceptibles d'intéresser les entreprises ou les collectivités (celles-ci pouvant aussi bénéficier des CIFRE), et que la direction de cet établissement développe une politique active en ce sens. Mais ne serait-ce pas intéressant d'avoir de la danse, de la mise en scène, de la littérature, de la poésie, de la performance, des installations plastiques, des instrumentistes dans SACRe ?

Une autre était l'aveu d'un de ces doctorants « CIFRE », qui a commencé sa présentation en disant qu'il n'avait pas choisi lui-même son sujet, mais qu'il répondait à une commande. Ainsi, un chercheur en art se voit privé de la liberté de choisir son sujet ? Et comment imaginer que dans le futur, les artistes ne puissent faire autrement que de choisir un sujet en fonction de l'attractivité qu'il pourrait avoir pour telle entreprise ou telle région ?

Le dernier exemple, peut-être le plus anecdotique mais ne manquant pas de sel, fut une intervention du chargé de scolarité de l'ENSAD au cours de la présentation d'un doctorant. Au cours des cinq minutes dont ce dernier disposait pour présenter son sujet, il a omis, Ô sacrilège, de mentionner son financeur : Hermès (le géant du luxe, hein, pas la divinité grecque). Inconvenante étourderie du doctorant qui fut bien vite réparée par le représentant d'école...

Ironie mise à part, cette suppression de deux bourses publiques et l'intrusion d'intérêts privés dans la recherche artistique sont à dénoncer. Bien sûr, les artistes qui rejoignent le programme sous des conventions CIFRE n'en sont pas responsables. C'est bien cette politique, consciente, volontariste, du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche que nous contestons. Les entreprises privées sont arrosées de toute part d'argent public : entre les subventions directes et indirectes, les crédits d'impôts, les allégements de cotisations sociales, il n'y a pas plus assisté que le grand patronat. On ne va pas en plus l'aider à mettre les artistes à son service sans réagir...

Saynète des cité·e·s

En août 2021, la Crécelle avait tenu une crépitante université d'été à Grenoble (cf. compte-rendu dans le mouvement 6). En septembre 2022, nous nous sommes lancé·e·s dans une université de rentrée, dont nous vous proposons de lire des bribes en échos :

Le week-end s'annonçait paisible au paradis du socialisme. On s'apprêtait à flâner au phalanstère, à humer des églantines, à se refaire un énième débat sur les variations dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail. Mais patatras. Voilà que sifflent les oreilles des grandes figures émancipatrices. Tournant leur attention vers la Terre ferme, elles découvrent que dans un recoin du 19e arrondissement de Paris a lieu une mystérieuse « Université de rentrée de la Crécelle », et que lors de fantaisistes exposés pleuvent les guillemets : leurs propos cités et scrutés. Alors que le curieux spectacle s'achève, nos illustres figures débriefent. Mais l'esprit grisé par l'hommage et enclines au radotage par leur condition d'éternelles, voilà qu'elles s'auto-citent...

SUZANNE [1]: C'était bien leur Université de rentrée. « *J'étais contente ! Ah ! J'étais heureuse !* »

SIMONE [2]: C'était une joie. « *Une joie pure. Une joie sans mélange.* »

LÉON [3] (le bon) : Oh que oui ! Ca m'a rappelé juin 36 ! D'ailleurs le fait que cette université de rentrée « *ait atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire* » de cette université de rentrée !

LÉON [4] (le mauvais) : Eh oh Léon, mollo. Je t'assure que « *dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal - où on me considère, on m'attend, on m'espère comme un sauveur* » - personne n'en avait rien à carrer de leur machin, là.

MARTHE [5] : « *Va te faire lanlaire.*»

SIMONE : N'empêche, « *quelle joie de parcourir librement ces ateliers [...] ! Joie d'entendre de la musique, des chants et des rires!*»

MARTHE : Et de la danse ! Il y avait même de la danse !

ANTONIN [6] : Oh oui la danse ! Car « *la culture n'est pas dans les livres, dans les peintures, elle est dans les nerfs, la fluidité des nerfs !* » Ça a dû te rappeler des souvenirs Isadora !

ISADORA [7] : Oui enfin les nerfs n'étaient pas toujours au rendez-vous... Plusieurs fois je me suis retenue de m'exclamer : quelle mollesse ! J'imagine que c'était parce qu'on était un dimanche matin capitaliste. Parce que moi, « *le soir de la révolution russe, je dansais avec une joie terrible et farouche.* »

DÉNÉTEM [8] : Petite joueuse ! En pleine époque coloniale, les esclaves en fuite, appellés « marrons » et « marronnes », ne manquaient pas de nerfs. « *D'ailleurs ils ne fuyaient pas, ils fuguaient. Fuguer, ce n'est pas être mis en fuite, mais au contraire faire fuir le réel, y opérer des variations sans fin pour déjouer toute saisie. [...] La fugue est fougue créatrice.* »

JOHN [9] : ...D'ailleurs, on peut partir de la création pour fuguer! Et ce, sans Bach ! J'ai eu la délicieuse surprise d'entendre cette crépitante bande improviser le samedi soir à partir de ma Game Piece *Cobra*, fuguant leurs sages habitudes d'interprètes classiques...

SUZANNE : Oui, enfin, moi, pour un samedi soir, j'aurais autant aimé un bal ! Et puis leur musique, bon... Disons que « *on a eu des bons moments, mais on en a eu des mauvais...*»

ERNST [10] : Tout cela est très relatif chère Suzanne... Car « *à considérer un morceau de musique sous l'angle de la technique, tout est sûr et rien n'est dit, [...] mais à le considérer sous l'angle de la poésie, tout est dit et rien n'est sûr.* »

M. de KERILLIS [11] : Quant à moi, je le dis et j'en suis sûr : j'exècre toutes ces « musiques improvisées » ! Méfiez-vous ! Cela commence ainsi et après « *le mouvement insurrectionnel s'étend avec la rapidité de l'incendie. L'anarchie se propage aux usines, dans les administrations et peut gagner demain la campagne où la jacquerie menace !* » Et puis dieu que c'est vulgaire, cabotin, licencieux !

HANNS [12] : Mais cher Monsieur, « *produire de la musique est un peu se vendre soi-même, vendre immédiatement son activité, avant qu'elle ne soit figée en marchandise : c'est côtoyer le laquais, le bouffon, la prostituée !* » Pas vrai Karl ?

KARL [13] (*hoche la tête en faisant la moue)* : Bon on va grailler ? On cause on cause mais mon « *estomac profane est là...loin d'être vide, certes... mais il m'appelle !* »

1 Suzanne Gallois (1898-1999) : Ouvrière dans le textile, militante communiste, citée dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

2 Simone Adolphine Weil (1909 - 1943) : Philosophe d'extrême gauche et militante syndicale, citée dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

3 Léon Trotsky (1879 - 1940) : Révolutionnaire russe, fondateur de la IVe Internationale, cité dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

4 Léon Blum (1872 - 1950) : Homme d'état français, briseur de grève, cité dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

5 Marthe Bigot (1878 -1962) : Institutrice, militante féministe et communiste, citée dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

6 Antonin Artaud (1896-1948) : Théoricien français du théâtre, cité dans l'exposé *Le corps et le capitalisme : quelles résistances par le corps ?*

7 Isadora Duncan (1877-1827) : Danseuse et chorégraphe communiste, citée dans l'atelier-exposé *Danse et mouvement social.*

8 Dénètem Touam Bona : Philosophe et anthropologue mahorais, cité dans l'exposé *Présentation d'une création en cours : marronner chez Debussy.*

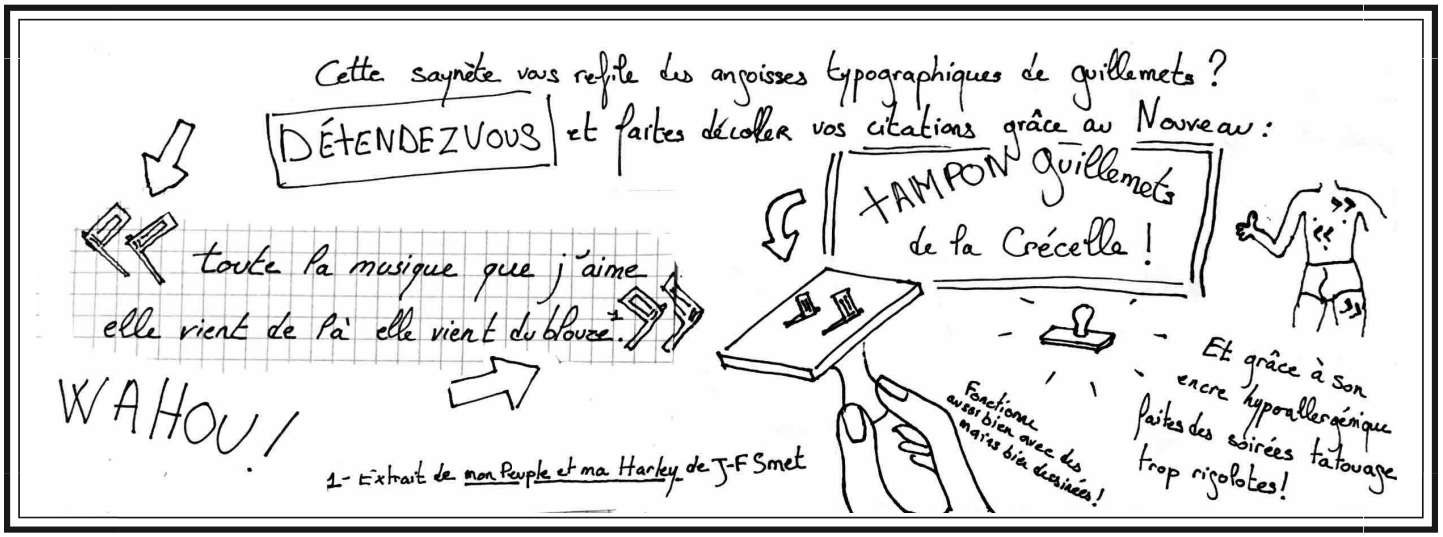
9 John Zorn (1953-) : Compositeur, interprète de musique contemporaine, de jazz, de rock, cité dans l'atelier *Cobra.*

10 Ernst Bloch (1985-1977) : Philosophe allemand, cité dans l'exposé *Ernst Bloch : la musique et l'utopie.*

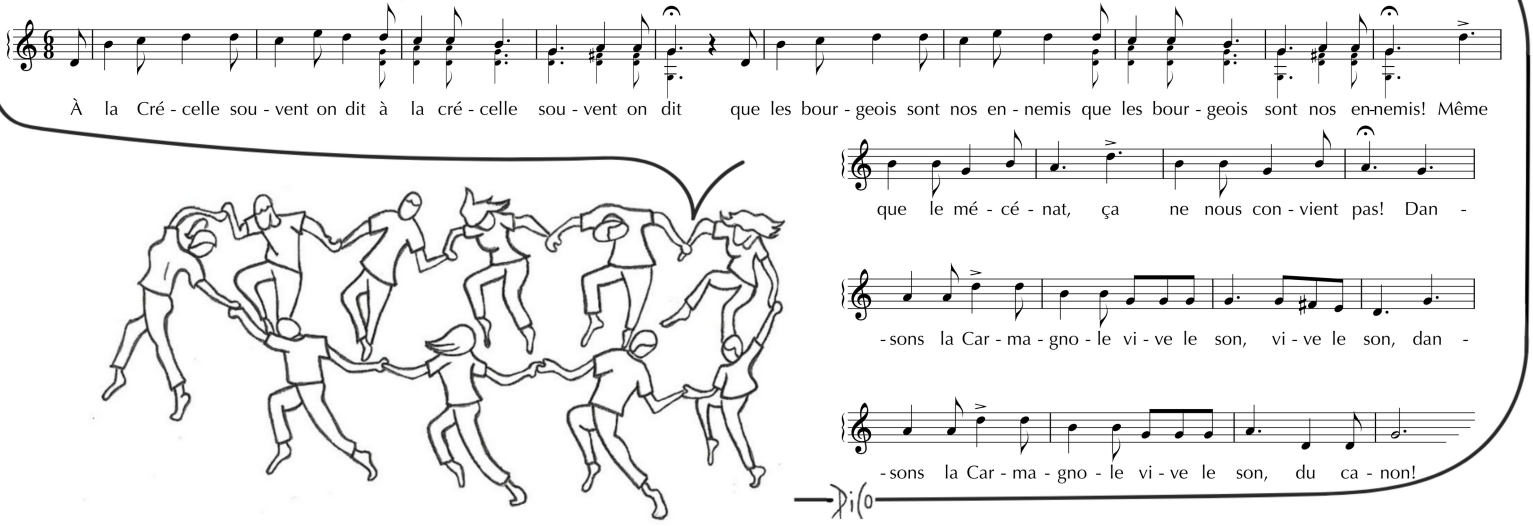
11 Henri de Kérillis (1889-1958) : Rédacteur dans le journal conservateur et catholique L'Echo de Paris, cité dans l'exposé *1936 : la gauche contre la grève.*

12 Hanns Eisler (1898-1962) : Compositeur autrichien, cité dans l'exposé *Se trouver une place dans la société : Eisler et la "crise de la musique moderne".*

13 Karl Marx (1818-1983) : Communiste prussien, cité dans l'exposé *Le corps et le capitalisme : quelles résistances par le corps ?*



LA CARMAGNOLE DE LA CRÉCELLE



2222

je ne savais pas que tu connaissais si bien la musique ancienne !
ouais ouais c'est ma grand-mère surtout qui m'a transmis.
tu veux bien remettre la première ? celle qu'on dirait un cauchemar avec des synthétiseurs ?
biiiip biiip vous écoutez "PLAYLIST"
aah... le Kammer Konzert de Ligeti. Une tuerie ! attend.
Rah ouais. bon c'est un peu classique mais c'est classe quand même.
marrant ce bâtiment là.
c'est vrai. Tu sais ce que c'était ?
aucune idée, je parle pas l'ancien français
CONSERVATOIRE NATIONAL
PJR 2022

VLOG Ecoterroriste

Sainte-Soline, dans les Deux Sèvres, un doux samedi d'octobre. Depuis quelques décennies, le bocage fait progressivement place à des exploitations agricoles démesurées sur un sol qui s'assèche. Pour mieux visualiser, une méga-bassine est en construction pour irriguer les environs. L'équivalent de 260 piscines olympiques y sera stocké et ne sera utile qu'à douze exploitants. Ce week-end, nous manifestons contre ce chantier, les suivants et le mode de production agro-alimentaire associé. Ne seront pas détaillés ici les arguments de fond [1] mais la forme, inspirante, mérite d'être contée.

Quelle orga de malade. Nous récupérons Irracible [2], rappeur militant, à 6h10 à Porte d'Italie. Il animera en partie le cortège blanc, le plus « familial », équipé d'un pick-up sono pour 4000 personnes. Le cortège rouge est accompagné d'une batucada rose, bien équipée contre les lacrymos. Il faut dire que grâce au vent celles-ci ne font pleurer que les flics. Avec la Fanfare Invisible on est allé·es dans le cortège vert. Choix peu judicieux, c'était un cortège de (2000) lapin·es. Difficile de jouer du tuba en courant pour contourner les gendarmes...

Mais les mercis fusent. Nous avons l'impression d'être tour à tour réjouissant·es, galvanisant·es, réconfortant·es... Même si ce sont les rouges qui ont gagné au 1, 2, 3... Bassine ! Les images de manifestant·es pénétrant dans le chantier inonderont les médias. Sur le terrain de l'agriculteur irrigant repenti qui nous accueille, nous célébrons toustes ensemble, au milieu des banderoles "No Bassaran", un cookie fabriqué par la Pâte mobile dans la bouche. J'en aimerais presque les jeux de mots. Les conversations avec les locaux, black blocks et vieilleux anars sont passionnantes. C'est le seul bon côté des projets écocides. Ils permettent des voyages militants, sportifs et bucoliques.

|1]https://reporterre.net/Guerre-de-l-eau-la-carte-des-bassines-contestees-en-France
[2]https://irracible.bandcamp.com/

Ça bouge au Ballet de Lorraine

Le 19 octobre la région Grand Est a annoncé une possible baisse de 10% des subventions pour un certain nombre de structures culturelles et festivals de la région. En tout, 46 structures pourraient être touchées par cette baisse drastique de leurs subventions. Parmi elles : l'Opéra national du Rhin, l'Orchestre national de Metz Grand Est, le Ballet de Lorraine...
Le Ballet de Lorraine, par exemple, verrait ainsi une baisse de sa subvention de 100 000 euros pour l'année prochaine, menaçant deux à trois postes de danseur·euses sur la trentaine d'artistes du ballet. Rappelons également que cette mesure aurait, de plus, une conséquence néfaste pour tout le secteur artistique, surtout pour ses acteurs et actrices les plus précaires (eh oui, on engagerait moins de travailleur·euses intermittent·e·s). Enfin, en obligeant ces organisations culturelles à réduire leur rayonnement, cette mesure affecterait l'accès à la culture pour toustes.

Les danseur·euses, musicien·ne·s, artistes, technicien·ne·s sont depuis en lutte contre cette réduction du soutien à la culture.

La Crécelle est solidaire de cette lutte et souhaite à ses camarades du Ballet de Lorraine et toustes les camarades faisant vivre la culture en Grand-Est victoire dans leur mobilisation !

Voici le lien de la pétition des syndicats Grand Est du spectacle vivant : https://chng.it/7qYPSJ5GVK

Historiographie révolutionnaire

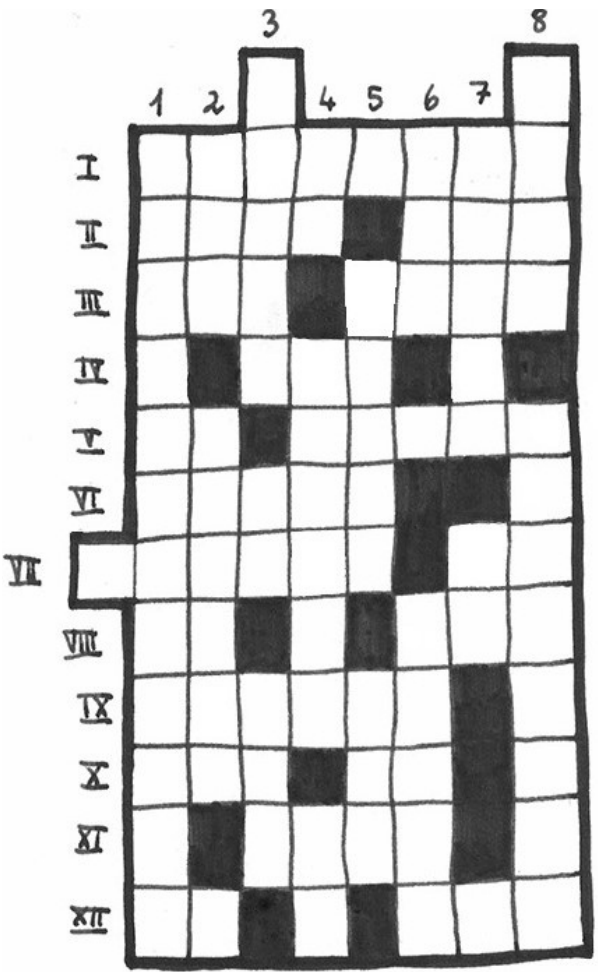
On peut lire dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, à la fin de l'article 1 : «Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune». Mais alors que comprendre de cette réalité dans le pays des droits de l'homme et du citoyen ?

Les patrons du CAC 40 des plus grandes entreprises françaises toucheront en moyenne 7,4 millions d'euros cette année. Le niveau de vie médian de la population française est 336 fois inférieur soit un revenu annuel médian de 22 040 euros.

Suite aux grèves menées en octobre, le gouvernement choisit d'utiliser le 49.3 et donc de ne pas retenir plusieurs dispositifs de justice fiscale votés par une majorité de députés comme le rétablissement de l'exit tax ou la taxe sur les super dividendes...

Des verbicrucistes et des poètes... setèop sed te setsicurcibrev seD

Les mots croisés ont tellement de succès que nous avons reçu deux propositions de grille pour ce numéro, alors à vos crayons !



1. Organisation politique commune à des Italien·nes médiévaux·les, des Parisien·nes en 1871 et aux Zadistes
2. Elle est à nous / Elle n'existe pas pour Descola
3. Le IIIe s'habillait en Hugo Boss / Un plus petit cela / Acronyme : se pose pour faire une pause
4. Démonstratif masculin / Canal de sortie pour les envies pressantes / Acronyme : Fatigué·e
5. Chien de garde du capitalisme / Saison des universités crécelloises
6. Norme des dominants appliquée aux dominé·es / Étranger de l'espace
7. Elle accompagne les classes à l'école marxiste / B il est bémol, H il est bécarre
8. Iranien antique / Le colibri n'y suffira pas

I. Instrument utile pour se retrouver en manifestation
II. Le sens qui acquiesce / Instrument qui accompagne Hubert Bonisseur de la Bath
III. Cis et hétéro, il est au sommet de la hiérarchie patriarcale / Celui de la Crécelle : lacrecellejournal.com
IV. Noyau pivot d'un système de transports
V. Nombre de dirigeants dans une monarchie / Rire moqueur général
VI. En espagnol : le verbe au commencement de chacun·e
VII. Sans elle, l'Irlande a eu faim / Acronyme : Il « protège » les manifestant.es
VIII. Acronyme : Un Nantais à croquer / Utile pour éloigner les vampires
IX. Qualifie le racisme antiblanc
X. Liste à visée mémorielle que les contrebassistes collent sur leurs éclisses / Le si de *La Mélodie du Bonheur*
XI. En anglais : quand la reine TE rencontre
XII. Qui n'est pas dedans / Le patriarche à l'arche

Poèmes composés à l'issue de

l'Université de rentrée de la Crécelle

les 17 et 18 septembre derniers à Paris

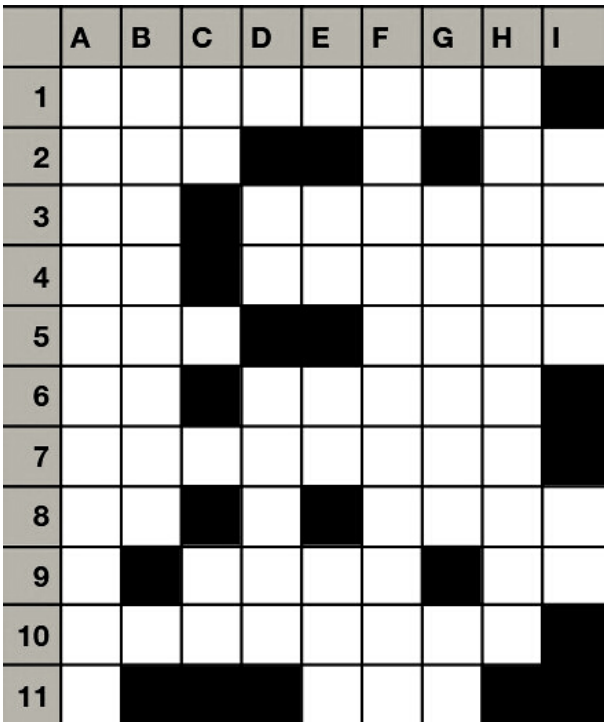
Breaking dawn of the dusk

Timid, shy. The morning flares up
burns bright,
finds courage to never step down again
Wants to stay, to matter
like the everlasting -
omnipresent night, that covers all
darkens everything, cloaks all life
until it's no more.

Written: 19.09.2022

A l'aube du crépuscule

Timide, incertain. Le matin s'allume
flamboie,
trouve le courage de ne plus jamais
redescendre
Tente de rester, de compter
comme l'infinie -
l'omniprésente nuit, qui couvre tout
obscurcit tout, étouffe toute vie
jusqu'à ce qu'il ne soit plus.



A. Quand on est dans l'attente
B. La IXe de Beethoven
C. Pronom personnel / Album «Initials» de Gainsbourg
D. Hôpital psychiatrique / En épi ou en bataille
E. Symbole de l'année-lumière / chiffre / Pièce de théâtre de Gogol
F. Régime
G. La botte / Se divise en 12 ou en 365
H. À domicile, ou en points relais
I. Petit autocollant à coller sur les photocopies de partition / 13e lettre de l'alphabet grec

1. Fromage à trou
2. Danse thaï - vietnamienne / Impôt sur les sociétés
3. Pervers Narcissique / prise trop vite
4. Lieu de profession du merdeux / il enduisit
5. Conservatoire d'arrondissement / Chanteuse de pop et RnB
6. Pronom personnel / Chatouille
7. Détruits
8. Transit Temporaire / éternité en grec ancien
9. Glorifié / dépourvu de poils
10. 10e Commandement des instrumentistes à cordes
11. Calme

Solution du numéro précédent

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q
1	■	P	R	E	S	I	D	E	N	T	I	E	L	L	E	■	D
2	■	A	O	C	■	D	E	M	O	R	D	R	E	■	S	I	R
3	E	N	D	■	■	E	C	O	L	I	E	R	S	■	T	V	A
4	T	C	E	■	I	N	A	■	E	■	O	E	I	L	■	G	G
5	■	R	■	■	■	T	P	E	■	■	L	U	N	D	I	■	U
6	■	E	A	E	■	I	I	■	■	■	O	R	E	I	L	L	E
7	T	A	B	L	E	T	T	E	■	A	G	■	R	■	■	Y	■
8	■	S	O	U	L	E	E	■	B	O	I	S	■	M	O	N	T
9	■	■	■	■	■	■	S	■	■	P	E	U	R	E	U	X	■

Roundabout

Cars go fast, circling the essence
never reaching inwards
never finding the exit
never going to stop
just going round and round and round
The essence twirls in their centered pulse
Pure and true will it ever be
There is no cry, no tear, just noise
growing louder, drumming inside the skulls
just going round and round and round
Blinded cars with no sight
they are driven by force of another
pure energy flows in eternal bliss
Never knowing how to circle
just going round and round and round

Written: 19.09.2022

Rond-point

Les voitures vont vite, tournent autour de l'essence
sans jamais atteindre l'intérieur
sans jamais trouver la sortie
sans jamais s'arrêter
seulement tournant en rond et en rond et en rond
L'essence virevolte en pulsant dans leur centre
Pure et vraie en sera-t-il toujours ainsi
Il n'y a aucun pleur, aucune larme, seulement du bruit
s'amplifiant, tambourinant à l'intérieur des crânes
seulement tournant en rond et en rond et en rond
Les voitures aveuglées sans vue
elles sont conduites par une force autre
l'énergie pure se déverse dans une béatitude éternelle
Ne sachant jamais comment faire le tour
seulement tournant en rond et en rond et en rond

La rentrée des classes du cabinet Egae : une lecture politique des formations contre les violences sexistes et sexuelles

Le 8 mars 2018, le Comité Interministériel pour l'Egalité réelle entre les Hommes et les Femmes (le CIEHF) prend pour engagement de déployer un plan de formation à la prévention des violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique. Afin d'assurer le déploiement à la fois large et cohérent de cette offre de formation initiale et continue, la DGAFP (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique) a élaboré un référentiel commun mis à disposition des employeurs publics. Au total, ce sont 5,5 millions de personnes qui se trouvent concernées par ces formations. Cette circulaire rappelle deux chiffres importants : 20 % des femmes actives disent avoir été confrontées à une situation de harcèlement sexuel au cours de leur vie professionnelle et près de 30 % des victimes n'en parlent à personne. La durée préconisée de la formation est de 6 heures minimum.

À Paris, cette formation est prise en charge dans les conservatoires par le groupe Egae, fondé en 2013 par Caroline de Haas et Pauline Chabbert. Le groupe se définit comme « une agence de conseil, de formation et de communication experte de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la lutte contre les discriminations, de la diversité et de la prévention des violences sexistes et sexuelles », dont l'objectif principal est de « faire passer l'égalité des textes à la réalité » [1]. Début septembre, plusieurs Crécelleuses ont assisté à la formation dispensée par des membres du groupe Egae en tant que professeures des conservatoires de la mairie de Paris ou en tant qu'étudiante du CNSMDP. Voici leur retour d'expérience :

Lundi 5 Septembre, 9h, Conservatoire Municipal du 17e Arrondissement de Paris

Annoncée depuis juin par un mail de la Direction des Affaires Culturelles de Paris, cette formation était plus qu'attendue ! Après une intervention sobre et précise sur la déontologie par la responsable de la Mission des Affaires Juridiques de la DAC, une intervenante du groupe Egae entame sa présentation sur les violences sexistes et sexuelles. On commence à peine à s'intéresser à la définition d'un agissement sexiste qu'une digression d'une heure s'ouvre entre l'intervenante et l'assemblée. Chaque exemple provoque de vifs échanges. Entre autres, la « saynète de la machine à café » [2] qui interpelle sur la place de l'humour au travail.

« Vous êtes à la machine à café. Vous n'êtes pas de super bonne humeur ce matin et puis, il y a votre collègue qui arrive et qui vous dit : « Bah dis donc tu as tes règles ou quoi ? » Si vous lui dites : «Bah en fait, tu ne peux pas dire ça, c'est interdit. » En général, il va vous répondre : « Mais ça va, tu n'as pas d'humour ! On ne peut plus rigoler ! » Moi, je refuse de rentrer dans un débat de « Est-ce que c'est drôle ou pas ? ». Votre collègue a le droit de trouver cette remarque drôle. Ce n'est pas la question. La question, c'est que le Code du travail dit que « nul ne doit être soumis à un agissement sexiste ». Il n'est pas précisé dans l'article du Code du travail : « Si c'est drôle, ça passe. »

Suite à cela, un professeur intervient : « On ne peut plus faire de contrepèteries ? ». Les réponses de la formatrice noient le débat qui se déplace progressivement vers l'enseignement des œuvres. On en vient fatalement à la fameuse question, faut-il enseigner Céline? La formatrice répond qu'elle y est défavorable. S'en suit alors un nouveau débat pour savoir si les œuvres incluant des scènes de violences sexuelles et sexistes peuvent aussi être un moyen d'analyse de ces phénomènes. L'inspecteur de la musique intervient pour recentrer le débat. Il reste seulement une heure pour parcourir l'ensemble de la formation.

Lundi 5 septembre, 14h, même endroit

Toujours dans le grand auditorium du conservatoire, deux intervenantes s'adressent à une assemblée cantonnée aux derniers gradins : on se croirait à une rentrée des cancres. Sur scène, c'est une sorte de conférence participative, un TEDx pédagogique mené avec assurance, une grande clarté d'élocution, et une gestique des mains digne d'Elise Lucet. Et de l'assurance il en a fallu face aux réactions véhémentes de certains professeurs mal dégrossis. On observe que ce sont (encore une fois) davantage les hommes qui ont trouvé à redire sur la pédagogie mise en place par les deux intervenantes : «Alors, je ne suis pas du tout d'accord avec votre PowerPoint ! La première chose à faire ce n'est pas le point 1 mais le point 3, je ne comprends pas que vous ne le sachiez pas ! ». Plus sérieusement, une autre réaction provoque par la suite une certaine tension dans la salle, concernant l'âge de la majorité sexuelle : « Moi en tant que prof, je peux vous dire que le minimum légal n'est pas 15 ans mais 18 ans » et l'intervenante de répondre « mais on ne dit que ce qui est dans la loi ! » ; bref on approchait le dialogue de sourds. Plutôt que de s'en tenir au cadre légal général, il aurait été avisé de préciser que dans un contexte pédagogique, les relations entre majeurs et mineurs sont bien interdites et punies par la loi.

La tension monte de plus belle avec un débat sémantique autours des phrases « je te crois » et « je vais d'aider ». En effet, la formation Egae déconseille aux agent·es d'employer la formule « je te crois » à un·e enfant victime de violences, car cette formule engagerait trop personnellement l'enseignant·e dans le cadre de ses fonctions. A contrario, elle incite à dire « je vais t'aider » à cet·te même enfant, ce qui pour Egae signifie en substance « je vais faire en sorte de t'aider ». On commence à se noyer dans un verre d'eau. Les intervenantes continuent d'être régulièrement interrompues, principalement par des hommes. Une dirigeante du groupe Egae doit demander le retour au calme et le respect pour la pédagogie des formatrices.

Mardi 13 septembre, 16h30, Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris

Une conférence similaire a lieu au CNSMDP, toujours animée par le groupe Egae mais cette fois-ci, c'est aux élèves qu'elle s'adresse. Elle se déroule dans le cadre des Aspects Pratiques du Métier, une série de conférences obligatoires pour les étudiant·es du conservatoire. Si la nouvelle promotion semble faire bon accueil à Madeline Da Silva, les premières réactions se font rapidement entendre lorsque l'intervenante évoque le port du crop-top dans les écoles. Un élève suggère que les codes vestimentaires auraient pour ambition de protéger les femmes des réactions sexistes que pourraient provoquer certaines tenues. L'intervenante souligne cette démonstration involontaire d'un biais de genre, qui transfère à la femme la charge des comportements sexistes en déresponsabilisant leurs auteurs. Cette réponse n'aura pas l'effet escompté, à savoir l'ouverture d'une réflexion constructive autour des enjeux liés au genre.

Lorsque Madeline da Silva projette dans l'amphithéâtre une série de phrases susceptibles de constituer un harcèlement sexiste ou discriminatoire, c'est, sous couvert de naïveté, un déferlement de sarcasmes. L'exemple d'une micro-agression telle que « *Ce soir on fait du couscous, il faut inviter Samir !* » provoque l'hilarité chez certain·es. « *Peut-être qu'il adore ça* » ou encore « *Moi si j'allais en Allemagne et qu'on me disait la même chose avec du bœuf bourguignon, ça me gênerait pas du tout !* »

Quelques élèves s'approprient le débat en interrompant l'intervenante qui peine à faire avancer la conférence. Le reste de l'amphithéâtre s'impatiente puisque beaucoup semblent disposé·es à apprendre sur le sujet. Un garçon demande notamment comment aider une amie victime de harcèlement. À la clôture de la conférence, seule une étudiante aura eu l'occasion de s'exprimer...

Quelques réflexions...

Qu'on soit bien d'accord, ces formations témoignent d'une avancée dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Toutefois, on remarque qu'elles rencontrent de fortes résistances masculinistes qui passent par la monopolisation de la parole dans des débats rendus caricaturaux, la minimisation de certains faits, et l'usage de la mecsplication (explication faite avec condescendance par un homme à une femme sur ce qu'elle doit faire ou ne pas faire parce que cette dernière est une femme). Néanmoins, quelques critiques politiques semblent nécessaires. Tout d'abord les formations sont beaucoup trop courtes et se déroulent dans un format descendant permettant aux résistances masculines de se trouver une identité contestataire. Par ailleurs, on note que la formation est peu en prise avec la réalité des métiers auxquels elles s'adresse. Le fait de ne pas prendre en compte la réception des œuvres ou la relation pédagogique et leurs problématiques spécifiques concernant les rapports de genre ouvre la porte à des débats éloignés des enjeux principaux. Enfin, peut-on considérer qu'un changement politique global passe par la simple réaffirmation d'un cadre légal ? Si le cadre légal permet de poser des limites à l'échelle d'une société, le chemin vers l'égalité des rapports de genre ne saurait se passer d'échanges collectifs entre pairs, d'outils concrets de défense contre les violences du quotidien (punchline, autodéfense physique). Les mouvements de luttes et notamment ceux du féminisme sont riches d'expériences à ressaisir pour inventer de nouveaux rapports sociaux égalitaires : justice communautaire, théâtre-forum, groupe d'entraide psychologique...

[1] https://groupe-egae.fr/notre-groupe/
[2] 5 idées reçues sur les violences sexistes et sexuelles au travail https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/idees-recues-violences-sexistes-sexuelles-travail

Pour signaler un agissement sexiste

En l'absence désolante de référent·es spécialisé·es dans ces deux institutions, vous pouvez contactez les personnes suivantes :

- si vous êtes agent·e de la Mairie de Paris, vous pouvez prévenir votre hiérarchie ou écrire au mail deontologieDAC@paris.fr afin d'avoir un lien direct avec un·e juriste
- Au CNSMDP, vous pouvez contacter La troisième Rive, une équipe de psychologues : permcnsmdparis@gmail.com

Jérôme Pernoo débouté

Pour mémoire, ce professeur de violoncelle du Conservatoire de Paris est accusé d'une part de « propos et gestes de nature sexuelle » et de « méthodes pédagogiques brutales et humiliantes» [1], et d'autre part d'agressions sexuelles sur mineurs [2]. Si ces derniers faits n'ont pas eu lieu dans le cadre du conservatoire et font l'objet d'une enquête pénale préliminaire (dont l'aboutissement n'est sans doute pas pour demain), les premières accusations sont le résultat de deux enquêtes administratives internes successives qui avaient abouti à son licenciement en mai 2022.

Mais suite à l'appel en référé de J. Pernoo en juin, portant sur le caractère « disproportionné » de la sanction, le tribunal administratif suspend temporairement la décision du Conservatoire. Dans l'attente d'un jugement de fond, le professeur fait sa rentrée le plus tranquillement du monde, en témoigne ce selfie pris avec toute sa classe ainsi que son accompagnatrice qui circule sur les réseaux sociaux en septembre. Mais le 2 novembre 2022, le Tribunal administratif a enfin statué sur la légitimité de la sanction prise par le Conservatoire : Jérôme Pernoo n'a pas sa place au sein de l'établissement « au regard des fautes commises par le requérant, caractérisées en particulier par des manquements à son obligation de dignité, dans l'exercice de ses fonctions de professeur, vis-à-vis de ses élèves » [3].

Sans surprise, l'avocat de ce dernier, Maître Spinosi (qui a défendu avant lui Nicolas Sarkozy, Karim Benzema mais aussi Total, Google et la Fédération Nationale des Chasseurs), a annoncé son intention de faire appel, ainsi qu'une demande de sursis à exécution pour que les cours puissent avoir lieu le temps que la Cour administrative d'appel examine le dossier. Sous le dernier article de France Musique récapitulant l'affaire, les commentaires donnent la nausée. Son entourage le défend, la vieille-garde sexiste se serre les coudes face à la libération de la parole, à la dénonciation du patriarcat et du jeu d'emprise entre professeurs et élèves, pour ne surtout pas se remettre en question.

Que la vieille école (qui décidément n'en finit pas de vieillir) se cabre sous les tentatives de briser l'omerta qui l'a protégée pendant toutes ces années ne nous étonne guère. Ce qui, de l'extérieur, semble plus complexe à appréhender, c'est le soutien apparemment unanime dont bénéficie Jérôme Pernoo de la part de ses élèves et ancien·nes élèves.

Commençons par clarifier : ce soutien n'est pas total. Les signalements auprès de la directrice en 2021 pour agressions sexuelles émanent d'anciens élèves. Les témoignages rassemblés par les enquêtes internes au conservatoire ont révélé ses dérives pédagogiques. Plusieurs élèves et ancien·nes élèves du conservatoire ont pu confirmer à la Crécelle son comportement toxique, ses blagues à caractère sexuel, ses transgressions constantes des limites vis-à-vis des contacts physiques entre professeur et élèves.

Malgré tout cela, il semble que beaucoup de ses étudiant·es lui soient très attaché·es. Fait choquant pour qui ne connaît pas les dynamiques de pouvoir en jeu, la classe a même pris une avocate pour le défendre (la démarche est heureusement restée gratuite pour elleux). Ceci peut s'expliquer de plusieurs manières. En effet, une « pédagogie » telle que la sienne, avec des surnoms affectueux, des « bises » et des « accolades » crée une proximité et biaise le rapport entre élèves et enseignant. Le temps investi au « service » des étudiant·es implique automatiquement une reconnaissance, un sentiment d'obligation envers ce professeur si généreux. Ce n'est pas pour rien que de graves dérives sont fréquentes entre un·e sportif·ve de haut niveau et son entraîneur : le jeune âge de la victime, la proximité physique et psychologique, les enjeux de compétition, tout cela brouille la relation et la fait ressembler à une amitié.

C'est oublier le rapport d'autorité qui sous-tend ces relations. Pour qui connaît le monde de la musique classique, notre dépendance vis-à-vis de nos professeurs est une évidence : rien ne leur est plus facile que de saboter une carrière. Une fois l'affection et la confiance installées, le tout est renforcé par l'effet de cour ; la quasi-adoration collective achève de rendre toute opposition ou contestation impensable. Pas de contre-pouvoir chez l'accompagnatrice, des résultats instrumentaux bien réels, d'ancien·nes élèves toujours sous la coupe du maître... Il devient impossible de ne pas adhérer, ou au moins de prendre du recul sur l'emprise qui s'installe. Et si on se sent mal à l'aise, que notre niveau instrumental stagne ou que les « blagues » nous blessent, on en vient à se blâmer soi-même : je n'ai pas le niveau, si je prends mal une remarque je serai exclu·e du groupe, peut-être juste que je suis trop sensible, si les câlins me gênent c'est que je suis un peu coincé·e, il veut simplement être gentil, etc.

Et là-dessus, deux signalements pour agressions sexuelles sont déposés auprès de la directrice contre le professeur bien-aimé. Celui-ci « conteste fermement les accusations » et assure dans le même temps « ne jamais avoir eu une connaissance précise des faits qui lui sont reprochés » [4]. Voilà qui est paradoxal.

[1] Extraits du communiqué de presse du 17 juin 2022 du CNSMDP

[2] L'enquête pénale a été confiée par le parquet à la Brigade de protection des mineurs en avril 2021

[3] Caron, Flore, « Une décision du Tribunal administratif confirme le licenciement de Jérôme Pernoo », site web de *France Musique*, 2. 11. 2022.

[4] Sastre, Paggy, « Le lucratif et opaque business de Caroline de Haas », site web du *Point*, 16. 06. 2021.

Immédiatement ensuite, l'attaque contre Caroline de Haas est lancée. En détournant le débat de la question de fond (Jérôme Pernoo est-il un professeur abusif et un agresseur ?), son réseau s'organise : il s'agit de démonter le cabinet Egaé, les dérives du féminisme et du wokisme et même de plaider la carte du pédagogue génial et incompris.

Pour ne pas arranger les choses, la première enquête interne menée par Egaé brusque les élèves pour obtenir d'elleux des éléments à charge. Et si certains faits, épouvantables, sont en effet révélés par ces entretiens, le procédé semble avoir encore augmenté la méfiance de la classe envers l'enquête et la direction, qui ne les informe qu'au compte-goutte. Jérôme Pernoo est suspendu temporairement 4 mois, puis licencié, puis réintégré après avoir fait débouter en justice la première enquête, puis de nouveau suspendu et renvoyé suite à la seconde enquête. Le conflit est ultra-médiatisé, et les étudiant·es voient l'intimité de leur classe exposée, fouillée, jugée.

L'entièreté de l'affaire est donc d'une grande violence pour la classe du professeur, et la prise de conscience qui aurait pu advenir au début des dénonciations est définitivement manquée.

Très souvent, l'entourage d'une personne accusée de VSS compte parmi les derniers à en prendre la mesure : admettre qu'une personne que l'on admire, voire que l'on aime, pourrait être coupable d'actes aussi graves est d'une difficulté inouïe.

L'emprise est un système de pouvoir complexe, qui a tout l'espace de s'épanouir dans notre milieu. Enfin, si nous souhaitons aider les victimes à prendre la parole, et faire en sorte que les agresseurs soient jugés et condamnés (on rappelle que pour les affaires de violences sexuelles, 73% des plaintes sont classées sans suite et qu'entre 2007 et 2016, les condamnations pour viol ont diminué de 40%...), il ne faut pas perdre de vue que l'affaire Pernoo n'est pas un cas isolé. D'autres violences sexistes et sexuelles ont lieu au Conservatoire et ailleurs et attendent toujours une prise en charge décente.

Echo d'Iran

Un puissant mouvement de contestation a lieu en Iran depuis le mois de septembre, et continue de s'approfondir malgré une répression meurtrière. Il a été déclenché par le meurtre de l'étudiante Mahsa Amini par la police des mœurs, arrêtée puis battue à mort pour avoir eu quelques mèches de cheveux dépassant de son voile. Des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, souvent très jeunes, affrontent la dictature de la République Islamique, malgré les emprisonnements, les tirs à balles réelles de la police et les tabassages au commissariat. Parti de la jeunesse, le mouvement est soutenu par une large partie de la population, et a été rejoint par les ouvriers de la pétrochimie au sud du pays, qui se sont mis en grève.

Cela fait 40 ans que les chefs religieux ont pris le pouvoir en Iran et qu'ils exercent une dictature réactionnaire. Pour les femmes, le port du voile est obligatoire en public. Elles n'ont pas le droit de porter des manteaux courts, des couleurs vives ou des jeans troués. Aujourd'hui, ce régime fait face à la plus grande vague de contestation qu'il a jamais affronté. Nos cœurs battent avec ceux des femmes et des hommes qui défient ce régime, et qui, nous l'espérons, réussiront à le faire tomber. La chanson *Baraye* (*Pour* ou *à cause de* en persan) du jeune chanteur pop Shervin Hajipour, visionnée des millions de fois, et pour laquelle il a été arrêté, fait la liste de toutes les interdictions du régime, pour les femmes comme pour l'ensemble de la population. Elle dénonce aussi l'extrême pauvreté du pays, les ravages de la pollution, la corruption, les désespoirs et les espoirs. Nous vous en proposons une traduction.

برای توی کوچه رقصیدن	Pour avoir dansé dans les rues
برای ترسیدن به وقت بوسیدن	Pour notre peur d'embrasser l'être aimé
برای خواهرم خواهرت خواهرامون	Pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs
برای تغییر مغز ها که پوسیدن	Pour le changement des esprits pourris
برای شرمندگی برای بی‌پولی	Pour la gêne
برای حسرت یک زندگی معمولی	Pour la pauvreté
برای کودک زباله گرد و آرزوهاش	Pour le désir d'une vie normale
برای این اقتصاد دستوری	Pour l'enfant ramasseur de déchets et ses rêves
برای این هوای آلوده	Pour l'économie corrompue
برای ولیعصرو درختای فرسوده	Pour l'air pollué
برای پیروزو احتمال انقراضش	Pour les arbres flétris de la rue ValiAsr
برای سگ‌های بی‌گناه ممنوعه	Pour Piroz et son extinction anticipée
برای گربه‌های بی‌وقفه	Pour les innocents chiens interdits
برای تصویر تکرار این لحظه	Pour les pleurs incessants
برای چهره‌ای که میخنده	Pour avoir imaginé la répétition de cette scène
برای دانش آموزها برای آینده	Pour un visage souriant
برای این بهشت اجباری	Pour les étudiants
برای نخبه‌های زندانی	Pour l'avenir
برای کودکان افغانی	Pour ce paradis forcé
برای این همه برای غیر تکراری	Pour les intellectuels emprisonnés
برای این همه شعارهای توخالی	Pour les enfants afghans immigrés
برای آوار خانه‌های پوشالی	Pour tout cela et tout ce qui n'a pas été répété
برای احساس آرامش	Pour les slogans vides
برای خورشید پس از شبای طولانی	Pour l'effondrement des maisons de fortune
برای قرص‌های اعصاب و بی‌خوابی	Pour la tranquillité
برای مرد میهن آبادی	Pour le soleil qui se lève après de longues nuits
برای دختری که آرزو داشت پسر بود	Pour les tranquillisants et les insomnies
برای زن زندگی آزادی	Pour l'homme, la patrie, le développement
برای آزادی	Pour la fille qui aurait souhaité être un garçon
برای آزادی	Pour la femme, la vie, la liberté
برای آزادی	Pour la liberté, pour la liberté, pour la liberté

Ça va bien se passer Messieurs...

Bon... Il faut qu'on discute...
Mes amis, copains, camarades, collègues, je vous écris pour qu'on parle ensemble de dé(re)construction, de privilèges, d'oppression systémique, bref aujourd'hui au menu c'est introduction au féminisme pour homme.
A mes amies, copines, camarades, collègues et tous·tes les autres, je souhaite dire ceci : même si l'article est adressé aux mecs cis, je suis évidemment preneur de vos critiques et retours.

Ceci étant dit, Messieurs, il faut qu'ensemble on se charge de notre propre déconstruction !
En pleine 4e vague du féminisme, il est plus que jamais temps de se retrousser les manches pour prendre notre part à l'avancée vers un monde moins violent, plus juste et plus libre pour toustes. Et cela commence souvent par une inspection méthodique de notre propre place genrée dans la société. Mais surtout cela demande de commencer par détruire l'illusion de l'égalité.
À ce stade, pour ceux qui croient vraiment qu'on est égaux, je suis désolé mais je pense que vous n'écoutez pas bien. Soit vous n'avez jamais eu le moindre accès à la masse des statistiques et témoignages disponibles sur le sujet, soit plus probablement vous faites la sourde oreille. Et ça, on m'a expliqué que c'est déjà une partie du privilège qu'on a d'être un homme : quand on est une femme, ou quand on fait partie d'une minorité de genre, on n'a pas le luxe de pouvoir ignorer les rapports discriminants genrés. Personnellement, je ne suis évidemment pas exempt de comportements problématiques de mec, mais j'essaie d'en prendre conscience et de les éviter. Et j'en viens à mon sujet : il est nécessaire que notre déni cesse ! Arrêtons de fermer les yeux sur l'injustice qui nous sert si bien, renseignons-nous et regardons sincèrement la réalité.

Une pratique efficace est d'imaginer toutes les situations qui nous entourent en inversant les genres des individu·es, vous verrez il y a plein de choses qui nous sautent aux yeux. Et puis aussi, ouvrez un bouquin, lisez les Crécelles précédentes[1], aller voir sur Insta. De l'éducation féministe il y en a partout.
Et si vous avez la flemme de chercher, en voilà déjà des très bien pour commencer.

[1] Voir les articles réunis dans différents dossiers dans les précédents numéros 4, 5 et 7

Si je me permets aujourd'hui de nous exhorter à changer collectivement, c'est parce que des amies, des penseuses féministes, des chercheuses, des vulgarisatrices m'ont touché. Et je souhaite transmettre à mon tour ce qu'elles m'ont appris. Je dois donc remercier Flora Tristan, Alexandra Kolontaï, Geneviève Fraisse, Victoire Tuaillon, Pauline Harmange, Audre Lorde, Virginia Woolf et tant d'autres, ainsi que toutes les merveilleuses militantes de la Crécelle qui d'ailleurs ont pris le temps de m'éduquer et de relire cet article.

Bon. Si vous êtes encore là c'est que vous êtes sur le chemin, et parfois ce chemin paraît incertain. Je m'explique : il y a des prises de conscience auxquelles on résiste, car elles risquent de nous désarçonner profondément, mais une fois là, on ne voit plus que ça. La déconstruction de l'illusion, l'explosion du cocon, l'arrachement des œillères, le réveil par une douche froide... Pas toujours agréable. Et après on est perdu... Moi, je me demande toujours comment faire pour vivre ma vie en tant qu'homme, maintenant que je vois l'injustice partout et qu'être du bon côté n'est plus si confortable. Je n'ai pas de solution toute prête mais nous pouvons commencer la reconstruction. Il faut qu'elle soit intime et collective en même temps. On doit la prendre en charge ensemble entre hommes et en discussion avec toutes les femmes qui nous entourent. Pour sortir de l'impasse dans laquelle peuvent nous laisser certains éveils, nous devons construire de nouvelles relations à soi et entre nous.

Alors oui ça nécessite de se faire un peu violence, parfois d'apprendre à se taire alors qu'on pense savoir, pour être capable d'être surpris et de se rendre compte qu'on ne sait pas si bien que ça. Apprendre à croiser les jambes dans le métro et à faire attention à ne pas prendre toute la place sur le trottoir. Apprendre à donner la même valeur à la parole d'une femme qu'à celle d'un homme ; et donc admettre qu'en effet on leur coupe souvent la parole, et qu'on les écoute moins si on n'y fait pas gaffe. Penser l'éducation de ses frères, de ses enfants, de ses pères, pour que nos familles cessent d'être des espaces si violents. Comprendre ce qu'implique la charge mentale non partagée que les femmes ont à porter. Être attentifs aux boysclub et à l'atmosphère qui y règne. Ne pas apporter son soutien aux agresseurs mais prendre en compte la parole des victimes. Apprendre à s'informer sur ces sujets par soi-même et alléger ainsi la charge pédagogique de nos amies. Enfin, se revendiquer du féminisme, ou se penser en allié de cette lutte parce qu'on a compris que c'est un des combats essentiels de l'humanité pour son émancipation.

Mais alors qu'avons-nous à y gagner ? Si la société dans laquelle nous vivons nous convient : rien. Et si on s'accommode des inégalités, de l'oppression, de l'exploitation, et qu'on imagine tirer dans tout ça notre petite épingle du jeu, nous avons même à perdre, et il y a pour ça un prêt-à-penser commode : les féministes exagèrent. Mais si cette société et ses injustices nous révoltent et que nous aspirons à ce qu'elle change, nous avons tout à gagner à nous lier au combat féministe. Déjà se libérer du rôle préconçu d'homme et des injonctions à la virilité, à la performance, à la domination, à la violence, diktats arbitraires et aliénants, serait profitable pour notre épanouissement. Cela nous permettra aussi de vivre des relations plus épanouissantes entre humains et humaines. Je pense qu'il n'y a de véritable richesse que dans une relation égalitaire, où chacun·e est traité·e avec dignité et où l'on se considère et se respecte les un·es les autres - malheureusement les discriminations sexistes les abîment quasi systématiquement. Enfin, s'engager dans le féminisme c'est aller vers un jour où on arrêtera d'infliger de la souffrance, et ce sera tellement apaisant. Mais pour tout cela il faut qu'on se charge de prendre conscience des biais que nous portons.

Et puis voilà, sortir du confort de ses privilèges, c'est la seule position tenable moralement. On ne peut pas laisser 50 % de l'humanité avoir moins de droits, être systématiquement moins bien considérée que l'autre moitié. Il faut faire quelque chose. Et même si, puisqu'on est des hommes nous le ferons maladroitement, il faut quand même faire quelque chose. Et faire quelque chose, ça signifie entrer dans la lutte, bien sûr au niveau qui nous convient, le minimum étant donc de prendre en charge sa propre déconstruction. Le plus important étant de militer autour de soi pour que ses pairs prennent le même chemin.

Après, je dois reconnaître qu'il y a une limite à la déconstruction personnelle. Et cette limite c'est la société capitaliste, patriarcale et coloniale. Parce que les rapports genrés, au-delà des relations interpersonnelles, servent des intérêts de profits. En effet, de la même façon que les migrant·es sont utilisé·es comme main d'œuvre sur-exploitée, sous-payée, corvéable à merci dans les secteurs les plus usants, les femmes, particulièrement dans la classe ouvrière, sont majoritaires dans des secteurs difficiles. Leurs emplois, essentiels mais très mal reconnus ont des rémunérations qui sont très en-deçà de l'importance des tâches qu'elles effectuent. Vous l'aurez compris, être une femme immigrante signifie dans notre société être au bas de l'échelle sociale, les stigmates sociaux se multipliant entre eux pour renforcer chaque phénomène discriminant.

Et contre cela on ne peut pas agir seul. Il nous faut (re)construire des groupes, des organisations, des syndicats, des partis, pour lutter ensemble et avancer collectivement vers l'émancipation. A terme faire la révolution. Car non, la disparition du patriarcat n'est pas possible dans une société capitaliste. Le féminisme sans lutte des classes c'est des hommes qui repassent leur chemise et qui font des câlins. A l'inverse, le militantisme sans féminisme, c'est des activistes qui agressent et excluent les femmes, reproduisant les oppressions qu'ils disent combattre. Et donc, pour envisager de changer la situation, il faut que nos organisations soient des espaces de constante vigilance vis-à-vis des multiples discriminations qui sous-tendent toutes les relations humaines : sexistes, racistes, classistes, pour expérimenter et apprendre collectivement des nouveaux rapports sociaux. Et mes camarades, la seule possibilité de lutter efficacement dans des organisations mixtes prenant en charge toutes ces questions-là, c'est de nous poser et de questionner nos privilèges, nos comportements, notre socialisation. Sans quoi jamais nos groupes ne seront paritaires, car les femmes ne pourraient pas s'y sentir incluses, respectées, écoutées.

En conclusion, je nous propose Messieurs, de prendre ensemble un chemin, celui du féminisme, et en y avançant de reconfigurer nos positions genrées et nos comportements pour arrêter d'être discriminants, avec pour destination la destruction du patriarcat. Mais patriarcat et capitalisme étant reliés, et comme une bonne chose n'arrive jamais seule, pour mettre fin à l'un il nous faudra mettre fin aux deux. Et pour cela, il nous faut lutter ensemble : toustes ensemble.

Licenciements, privatisations et numérique - Quand une mairie s'attaque à l'enseignement artistique

Dans une période de réduction des services publics, les conservatoires ne sont pas épargnés. La situation du conservatoire de Garges-lès-Gonesse regroupe différents angles d'attaques qu'une mairie peut utiliser contre ses propres services.

De la maison des arts à un projet de pôle culturel

Ce conservatoire, appelé Maison des Arts, a pour spécificité d'enseigner, en plus de la musique, de la danse, du théâtre et des arts plastiques. Depuis 2013, des politiques « hors les murs » ont été développées afin d'ouvrir le conservatoire à plus d'habitant·es: classes orchestres, art à l'école, classes à horaires aménagés théâtre, musique, danse. Les professeur·es que nous avons rencontré·es soutiennent ces dispositifs qui font sens dans un contexte social difficile avec des infrastructures culturelles réduites sur l'ensemble de la ville. Garges-lès-Gonesse est en effet ce que l'on appelle une ville de « banlieue ». Une importante partie de ses habitant·es sont confronté·es aux problèmes présents dans les quartiers populaires : taux de chômage élevé, part importante de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Au point de vue urbanistique, Garges-lès-Gonesse se développe après les années 1950 avec ce que l'on appelle les grands ensembles, et les HLM représentent en 2018 44,6% des résidences principales de la ville.

Pour développer ses infrastructures culturelles, la Mairie de Garges-lès-Gonesse porte depuis longtemps la création d'un grand pôle culturel regroupant la médiathèque, la salle de spectacle municipale et le Conservatoire à Rayonnement Communal de la ville. En 2020, l'édile historique Maurice Lefèvre, maire de droite depuis 2004 passe la main à Benoît Jimenez, son protégé d'une trentaine d'années qui remporte les élections municipales avec une centaines de voix d'avance. Le projet de pôle culturel est alors attendu par les équipes du conservatoire. Les professeur·es ont été sollicité·es en amont pour des avis sur les besoins matériels et l'usage des espaces. Il y a alors de l'enthousiasme et de l'attente pour ce projet fédérateur.

Durant l'année 2021-2022, les professeur·es sentent que le vent commence à tourner. Le directeur est mis sous pression et finit par quitter ses fonctions en janvier 2022. Peu de temps après, c'est la direction des affaires culturelles qui démissionne en raison de désaccords avec la nouvelle version du projet de pôle culturel.

Ce n'est plus un regroupement de services municipaux qui est annoncé mais la création d'un EPCC, un établissement public de coopération culturelle en charge du nouveau pôle culturel. Ces fameux EPCC (les pôles d'enseignement supérieur en sont) permettent d'appliquer une politique culturelle publique sans développer le nombre de fonctionnaires, l'EPCC employant en droit privé. Le bâtiment annoncé de ce nouveau projet est très ambitieux et sont cofinanceurs, en plus de la ville, la métropole, la région et la direction régionale des affaires culturelles. Le coût d'entretien annuel très élevé revient néanmoins à la ville. Un nouvel arrivant est annoncé, à la fois potentiel co-directeur de l'EPCC et locataire du bâtiment : le Cube, un centre d'art dédié au numérique.

Un management délétère

Une des conséquences de la création de l'EPCC pour le conservatoire est la suivante : les départements théâtre, danse, arts plastiques sont supprimés de la Maison des arts. Les CDD ne sont pas renouvelés en septembre 2022 et les personnes sous CDI (obligatoire après 6 ans de CDD) sont soumises à une procédure de licenciement qui se clôturera fin 2022, une procédure légale dans le cadre d'une clôture de service. La politique d'emplois précaires menée par la Mairie depuis des années leur permet de supprimer une grande partie de leur service public. Les enseignant·es en musique sont gardé·es afin de conserver le label « Conservatoire » même si certain·es titulaires se retrouvent avec des propositions de détachement en CDI au sein même de la Mairie. Les postes pérennes de la Maison des arts en théâtre, danse et arts plastiques seront désormais sous-traités en prestations de service par des structures et des associations extérieures qui viendront proposer leurs compétences. En plus de la violence de ces décisions, les fins de contrats et licenciements sont annoncés de manière brutale en dévalorisant le travail des professeur·es du conservatoire tout en faisant pression sur les personnes syndiquées.

Une visée pédagogique et artistique réduite

Cette suppression d'une partie du conservatoire s'appuie sur une certaine conception de la culture. Dans les propos de la Mairie rapportés par les professeur·es rencontré·es, on peut analyser trois axes sous-tendant ces attaques contre le conservatoire :

1. Un marketing de la politique publique

L'avant-dernier magazine en date de la ville, support officiel de communication de l'équipe municipale, propose une simple double page pour vanter les mérites de son nouveau bâtiment.

On y voit des espaces pour se connecter, un design aseptisé et une belle maquette toute propre, mais sur les personnes qui feront vivre ce lieu au quotidien, pas un seul mot. Et dans la dernière feuille de chou municipale, on trouve l'annonce de l'arrivée du Cube autour des maîtres-mots : « Renouveau créatif • Inclusion • Convivialité • Engagement ».

2. Un racisme larvé

Les reproches adressés au conservatoire concernent son coût et le fait qu'il ne toucherait pas assez de monde.

Il existe bien des critiques à faire à nombre de conservatoires : les hiérarchies culturelles qu'ils perpétuent, une pédagogie qui repose encore trop sur la forme scolaire, une pratique de la sélection qui renforce la distinction sociale, une adresse aux classes sociales privilégiées... Néanmoins, le raisonnement simpliste construit en miroir qui consisterait, à partir de considérations ethno-culturelles douteuses, à assigner les populations des quartiers populaires au breakdance, au stand-up ou au numérique nous semble un ressort plus que problématique. Surtout que rien ne s'oppose, à part une conception quelque peu étriquée des choses, à l'existence de rencontres et de travail entre des pratiques artistiques diverses.

3. Un techno-solutionisme culturel

Enfin, puisqu'il faut être dans l'air du temps, le numérique est la solution. Mais pas n'importe quel numérique, la Mairie promeut en réunion l'utilisation du réseau social Tiktok. Peu importe la nécessité de demander des droits à l'image aux parents, peu importe le combat quotidien de ceux-ci pour faire décrocher leurs enfants du smartphone et de l'ordinateur, il faut être dans le coup et le numérique offre cette possibilité. Le centre d'art Le Cube, grand promoteur des jeux vidéos à l'école s'intègre pleinement à cette mentalité : trouver une solution technologique à des questions culturelles et politiques.

Ce triple argumentaire justifie l'arrêt brutal des nombreuses conventions de travail "hors les murs" avec l'Education nationale. La Mairie ne prévient personne, les dispositifs s'arrêtent en cours de route, c'est aux professeur·es de la Maison des arts de signifier ces arrêts aux partenaires. Les parents se mobilisent en juin 2022 et les professeur·es limogé·es font part de leur stupeur. Rien n'y fait, la Mairie poursuit son action.

Un centre d'art complice

Nous ne savons pas trop ce que le Cube connaît de sa potentielle implantation à Garges-lès-Gonesse. Néanmoins, plusieurs éléments de son fonctionnement présagent de sa bonne insertion dans les destructions opérées par une bourgeoisie droitière et acculturée.

Son activité mélange expositions d'art numérique, éducation au numérique et accueil de séminaires d'entreprises, le tout noyé dans la guimauve discursive acritique du numérique. Il est question de vision, de futur meilleur, d'oser l'impossible, d'expérience créatives, de solidarité et même d'émancipation... Le mécénat est un élément très important de son fonctionnement. Sa directrice a été promue parmi les femmes « engagées pour la jeunesse » par la Fondation Total et son président-fondateur a récemment obtenu la légion d'honneur. Ainsi, on peut aussi souligner l'incohérence entre l'ancrage territorial nécessaire d'un conservatoire et un centre d'art qui fait des expositions menant à des ventes de NFT (signature numérique permettant de donner de la valeur à un objet virtuel).

L'exemple de Garges-lès-Gonesse est violent et il se pourrait qu'étant donné les tensions actuelles ce genre de situation soit amené à se reproduire ailleurs dans les prochains temps. L'articulation entre une approche raccourcie des pratiques artistiques par une bourgeoisie acculturée, un management délétère et la privatisation du service public nous donne les trois piliers d'une action de destruction de l'enseignement artistique. Si une mobilisation a bien eu lieu à Garges-lès-Gonesse au mois de juin 2022 par des professeur·es et parents d'élèves, cet exemple nous montre la férocité à l'œuvre dans certaines politiques locales. Alors, à nous de prendre collectivement les devants là où nous travaillons afin d'anticiper ces décisions, de prendre l'information à temps, d'être actif·ve pour défendre une conception exigeante, non d'un point de vue élitiste, mais d'un point de vue démocratique de l'enseignement artistique. C'est la reconnaissance de la sensibilité de tout un chacun qui est en jeu ainsi que la contribution de l'enseignement artistique à des rapports sociaux non-marchands et émancipateurs.

Les matins de Nîmes

Et trois jours par semaine, les matinées qui se perdent et Nîmes qui enchaîne

Ces propos ont été recueillis auprès d'un professeur et d'un représentant des étudiant·es, tous deux en lutte.

En ce moment à Nîmes, l'ambiance est à la mobilisation. Etudiant·es et professeur·es du conservatoire de musique, danse et théâtre, luttent ensemble pour éviter la fermeture des locaux du conservatoire trois matinées par semaine. Cette décision, prise par la municipalité, s'est vue imposée à l'établissement au retour des vacances d'été. Cela signifie, pour les quelques 900 élèves de la structure qu'iels n'ont plus accès aux salles les lundi, mardi et jeudi matins.

Cette restriction entraîne des voisinages sonores incommodants : moins de plages horaires disponibles conduit à concentrer les cours dans le temps et l'espace. Pauvres compositeurices et écrituristes qui se retrouvent à côté des salles de trombone...
Et surtout cela empêche les étudiant·es des CPES (classes préparatoires à l'enseignement supérieur) de travailler sur ces plages horaires, car pour nombre d'entre elleux, le travail à domicile n'est pas possible.
Cette mesure manque cruellement de justifications. La mairie parle de "rationalisation", expliquant qu'à la suite d'un audit, ils ont constaté que les bâtiments étaient parfois occupés seulement par quelques élèves. Crise obligeant - la guerre, l'inflation, peu importe - il fallait faire des économies de chauffage et de personnels. Or cet audit, qui n'a pas été rendu public, a semble-t-il été réalisé pendant le Covid, en se basant sur le registre des demandes de clefs de salles. Outre les salles sans clefs, donc n'apparaissant pas sur ce registre, et l'évidente baisse de fréquentation à cette période, l'idée ne leur est apparemment pas venue qu'il pouvait y avoir plus d'une personne par salle. Ils ont par exemple conclu que le mardi soir la fréquentation était faible car seulement deux salles étaient occupées. Ces deux salles accueillaient respectivement le cours de théâtre et l'orchestre, regroupant plus de 70 élèves...
Pour ne rien arranger, l'argument de l'économie de chauffage dans des bâtiments connus par toustes comme particulièrement mal isolés (simple vitrage aux fenêtres, quand celles-ci ferment), avec un système central impossible à régler, ne tient pas bien la route. Les élèves émettent par ailleurs des doutes sur le fait que 3 fois par semaine, un employé se charge d'allumer et d'éteindre tous les gros radiateurs en fonte répartis sur les 3 bâtiments qui constituent le conservatoire. Professeur·es et élèves, qui se plaignent de la vétusté des locaux, sont renvoyé·es à une promesse datant de plus d'une décennie de déménagement dans de nouveaux espaces ; nouvelle date promise : 2026.

Face à cette fumisterie, les étudiant·es, par le biais de leurs représentant·es élu·es, se sont mobilisé·es depuis la rentrée pour obtenir un changement. En réunion avec les professeur·es et les parents d'élèves, toustes mobilisé·es contre la mesure, iels ont organisé plusieurs actions pour médiatiser leur lutte. Iels ont entre autres invité des reporters des gazettes locales : une première fois autour d'un piano de gare, expliquant aux passant·es que c'était le seul endroit où iels pouvaient encore pratiquer, puis une autre fois en venant s'échauffer sur le parvis du théâtre de la ville, pour la présentation de la saison du conservatoire.

Ce qui est révoltant, c'est le mépris avec lequel la direction mais surtout les équipes de la mairie traitent l'affaire. Iels n'informent personne, ni étudiant·es, ni professeur·es, ni parents d'élèves. Quand ces derniers leur demandent des solutions, iels bafouillent des propositions qui ne tiennent pas la route et dont *« le délai de réalisation reste indéterminé en raison encore une fois de la guerre, de la crise, de l'inflation et de la pénurie de composants électroniques ».* Quand les usagèr·es mobilisé·es proposent des adaptations réalisables, des solutions clefs en mains, la mairie refuse de les écouter. A la demande des délégations, aurait dû se tenir lundi 3 octobre un "Conseil d'Etablissement extraordinaire", pour lequel les étudiant·es avait proposé un ordre du jour. Mais la mairie a unilatéralement décidé de suivre son propre ordre du jour et de considérer ce CE comme n'importe quel autre, refusant d'aborder le sujet.

La politique culturelle de la mairie de Nîmes se concentre sur le tourisme de masse, valorisant essentiellement le patrimoine archéologique et traditionnel, à grands coups de combats de gladiateur dans l'arène et de corrida (beurk), favorisant les projets de rayonnement et d'envergure (cf la construction prochaine d'un palais des congrès aux 60 millions d'euros de budget). Pendant ce temps-là, les citoyen·nes, usagèr·es des services municipaux se sentent mis·es à l'écart, et ont le sentiment d'être bafoué·es quand leurs revendications légitimes à propos de l'accès au service public sont considérées avec mépris.
« Dans une période post-Covid, où on a besoin de se retrouver, pour pratiquer nos arts ensemble, se retrouver face à la porte close de son conservatoire, c'est super violent » nous dit Michael, représentant des étudiant·es.

La Crécelle exprime son soutien aux mobilisé·es du conservatoire de Nîmes, et souhaite la victoire à cette lutte pour des conditions d'enseignement artistique dignes et la fin du mépris des usagèr·es, employé·es et étudiant·es.

Sans alcool, la révolte est plus folle ?

Tout a commencé par une sollicitation d'Extinction Rebellion (XR). Iels voulaient que la fanfare intervienne lors de leur nouvelle occupation de manière festive. S'en sont suivies de nombreuses questions afin de valider cette « sortie » : d'où viennent les financements de l'association ? Condamnez-vous les effacements de tags antiracistes en 2018 à Italie 2 ? Interdisez-vous toujours l'alcool dans vos événements ? [1]
Il est vrai qu'une seule phrase, unilatérale et non développée, est présente dans le consensus d'action d'XR : « Nous ne participons pas à des actions sous l'emprise de l'alcool ou de la drogue. »

La nécessité de sobriété en manifestation ou en occupation est multiple. Ne citer que la sécurité suffit à rendre acceptable cette règle. La prohibition n'a pas bonne réputation, surtout dans notre beau pays. Mais si elle fonctionne en voiture, pourquoi pas lorsqu'on risque d'être confronté·es à des situations beaucoup plus dangereuses qu'un chevreuil en rase campagne ? (Loin de moi l'idée de comparer CRS et CeRvidéS)

Bon, on a finalement accepté de jouer pour ce charmant mouvement de désobéissance civile. Y avait du monde sous l'Arc de triomphe, l'ambiance y était joyeuse.
Pis comme toujours, on y a bu des bières. On a même servi de caution pour délier les gosiers.

La musique militante est souvent associée à la fête, dans de rares cas au recueillement. Fun fact : quand Rostropovitch est allé jouer devant le mur de Berlin lors de sa destruction, il habitait dans le XVIe arrondissement de Paris. L'urgence de la situation le poussa à demander à son grand ami Antoine Riboud (président de Danone) son jet privé afin de faire un aller-retour vers la capitale nouvellement unifiée.
Mais qu'elle soit vive ou solennelle, bourgeoise ou populaire, la musique apaise le Black Block et le policier, et peut donner la sensation d'un verre partagé entre meilleurs ennemis.
Encore une fois, elle rend légitime socialement la prise de stupéfiants. Comme dit dans le 2e mouvement de la Crécelle, nous nous créons des contextes à l'intérieur desquels la consommation d'alcool est acceptable. En manif, la musique peut détendre ou être synonyme de lâcher-prise et d'exutoire social... Flics alcooliques et syndicalistes avinés sont contents de trouver une bonne raison pour justifier leur intoxication.

Pause (On a toustes mérité un remontant à la colonne suivante)

« C'est le canon qui fait la vie, pas les réseaux » clame, ivre, la directrice de ce refuge de migrant·es à la frontière italienne. Alors oui, on ne sait plus trop de quoi on parle, mais apparemment, picoler ensemble c'est bien.
Là, on a l'impression que les bières servent à adoucir l'âpreté d'un quotidien insoutenable. (Une quarantaine de nouveaux « pensionnaires » sont arrivés uniquement la nuit précédente...)

Quelle que soit la drogue, la dépendance isole ou crée des communautés complaisantes. Pour prendre un cas extrême, c'est un des problèmes aujourd'hui avec le crack, à nouveau « éradiqué » par Gérald Darmanin et Laurent Nuñez (le nouveau Didier Lallement) en septembre 2022. Le sentiment d'appartenance à une communauté opprimée maintient dans une spirale destructrice.
Comme si la dépendance neurologique, l'absence de substitut et les nuits dans la rue ne suffisaient pas...

Et si c'était la même chose dans les marches où l'on carbure à la 8.6 ou les teufs revendicatives ? On lutte contre un système qui opprime, mais on est heureux.se de se reconnaître dans une communauté qui fume des roulées et ne commande jamais de demi.

Ça me fait penser à « L'ivresse des communards » de M. Léonard. Celui-ci narre notamment de quelle manière la presse versaillaise s'affairait à discréditer le soulèvement de la Commune de Paris, au travers d'iconographies de révolutionnaires ivrognes ou simplement de descriptions biaisées. Nombreuses sont les anecdotes de beuveries et de délires collectifs, mais sous sa plume Paris semble être devenue pendant quelques mois un mélange de cabaret et de maison close à ciel ouvert. La musique que l'on entendait dans ce grand bordel était surprenamment militaire [2]. Ce n'est pas étonnant lorsqu'on connaît la proportion de gardes nationaux parmi les insurgé·es. C'était alors la musique du peuple, la plus facilement transmise.

Si, comme le clamaient les Versaillais, l'alcool encourageait les défections dans l'armée, il n'empêchait apparemment pas d'être fidèle aux airs connus.

[1] Extinction Rebellion est parfois réputée pour sa « politesse ». Elle est plus problématique lorsqu'elle va à l'encontre d'autres collectifs en lutte...
[2]https://www.radiofrance.fr/francemusique/podcasts/musicopolis/jamais-sans-musique-le-siege-et-la-commune-de-paris-5-5-3710526

« L'alcool, cet agent excitateur par excellence de toutes les perversions du cœur, a joué un rôle immense dans la folie morale des communard·es parisien·nes. Les meneurs, fruits secs de la littérature, des arts, du barreau, de toutes les écoles, dévorés d'ambition et de ce besoin de jouissances matérielles qu'avait favorisé le règne déchu, individus complètement dénués de sentiments moraux, trompant le peuple, se servant de lui pour arriver d'un seul bond aux richesses et au pouvoir ; les menés, pervertis de longue date, non par imitation de ce qui se passe chez les peuples voisins, ainsi que l'a supposé le général Trochu, mais par toutes les causes d'infection morale qui pullulaient de plus en plus dans la capitale et dans les grandes villes ; les meneurs et les menés, dis-je, ont été poussés au paroxysme de la folie, à ce besoin de destruction qui le caractérise, par les quantités énormes de boissons alcooliques qu'ils ont consommées en vidant les caves de toutes les maisons où ils pénétraient. Y avait-il parmi eux des fanatiques, ainsi qu'il s'en est rencontré parmi les hommes de 93 ? Non, on ne peut pas leur faire cet honneur. Il n'y avait chez eux que des ambitieux, que des orgueilleux, des pervers et des pervertis de toute espèce, de la pire espèce principalement, tous plus ou moins alcoolisés. »

Dans le manifeste de 1871 du médecin marseillais Prosper Despine, on se croirait déjà sur un plateau de Cnews discutant des Khmers verts. Comme chez Boloré, la vérité est biaisée et l'anecdote généralisée.

Au sein même des communard·es, et de tous temps des mouvements hygiénistes se mettent en place au sein du mouvement social. Florilège chronologique :

Jean Rictus, *Les soliloques du pauvre* (1895)
« Malheur ! Lui qu'a pris la Bastille,
Y n'prend pus que l'tram du mêm'nom,
Et y n'prend pus d'nombreux canons
Que chez l'bistrot où qu'y croustille »

La toute jeune CGT déclare en 1898 :
« [L'alcoolisme] est cause de dépérissement cérébral et d'atrophie physique pour la classe ouvrière »

Albert Libertad, animateur de causeries populaires et fondateur de *L'anarchie* (1905) :
La fête du 1er mai 1905 « avec tout au fond... Les cabarets, les mastroquets, les mille tentacules de cette pieuvre terrible, l'alcool, [qui] sucent et aspirent le sang ouvrier »

Il monte sur les tables des cafés de Montmartre et exhorte les ouvriers à être libres au quotidien.
« Ne buvez pas d'alcool, ne fumez pas le tabac. Tuez en vous ces gestes héréditaires qui ont créé en vous, malgré vous, un besoin contre vous. L'alcool ne fait pas que tuer [...]. Comme le tabac, il fait oublier et il ne faut pas oublier »

Dans l'*Assiette au beurre*, hebdomadaire satirique libertaire (1907)
« Mes convictions sont retournées par les tournées »

Antonov Ovseenko, révolutionnaire Ukrainien, décrit un épisode de la révolution russe :
« La question fut surtout grave en ce qui concerne les caves du palais d'hiver. [...] Au soir tombé, c'était une bacchanale. « Buvons les restes des Romanov », disait-on joyeusement dans la foule. [...]. Au faubourg de Vassili Osstrov, le régiment de la Finlande, dirigé par les éléments anarchistes-syndicalistes décida de fusiller les pillards sur place et de faire sauter les caves à vins. »

Affiche en 1938 de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires :
« Le bar : c'est la pépinière de la désinvolture ; fermons le !
La taverne atrophie et dégénère l'esprit de combat ; fermons la !
Le bal : C'est l'antichambre de la prostitution, tuant les énergie du jeune combattant ; fermons-le !
[...] Tout être qui fréquente ces lieux ne mérite que le mépris.
A chaque homme sa mission - la guerre contre le fascisme !
A bas le parasitisme ! »

Et de nos jours, en feuilletant simplement une brochure dans les toilettes sèches d'un festival :
« L'anarchie Straight Edge est selon moi une hostilité sauvage à opposer aux caractéristiques pacificatrices de l'addiction technologique, de l'intoxication et de l'abus de substances [...] Plutôt que de trouver la vie intense seulement dans de temporaires moments de fuite, je préfère la trouver dans la rébellion permanente [...] » [3]

On touche dans certaines de ces démarches à la culpabilisation claire et nette du consommateur d'alcool, et au mieux on transforme la rébellion en opium de l'opprimé. Que faire de toutes ces injonctions ? Au risque de virer au débat de comptoir, revenons à l'empirique. Je n'ai jamais senti d'injonction à boire en fanfare, mais ce n'est pas le cas de tout le monde, et j'y ai souvent vu des comportements addictifs. Dans l'imaginaire du Grand soir, il est clair que, désinhibé·es, on oublie mieux la réforme pour passer à la révolution.

Mais l'alcool, c'est de gauche ?

A ce jour, aucune étude sérieuse n'a établi de liens concrets entre consommation de drogues et milieu social ou orientation politique (ne pas se référer au titre de l'excellent livre *Pourquoi fumer c'est de droite* d'O. Milleron). Rien ne sert donc de fustiger les chasseurs ou les cracheurs de feu à Aurillac en particulier. S'iels abusent de la bouteille, inutile d'ajouter « facho » ou « babos » avant de les qualifier d'alcooliques.

Débunkons quelques idées reçues : le vin n'augmente pas l'espérance de vie, même à petite dose, la gueule de bois n'est pas proportionnelle à l'extravagance des mélanges effectués (Team rouge sur blanc, fous le camp !). Oui, l'alcool est mauvais pour la santé, a minima. [4]

Nous avons toustes des choses à dire sur le sujet à propos de soi-même ou du « bon ami qui...» (fait partie des 2,5 millions de Français·es ayant une consommation à risque)

Mais heurter quelqu'un de dépendant est souvent douloureux, et il faut réussir à apporter une contradiction bénéfique.
Secouer un·e dépressif·ve n'est pas forcément la meilleure solution. Læ laisser seul·e encore moins.

La seule communauté où la prohibition semble fonctionner est celle des Zapatistes. Pourquoi ? Si l'alcool est devenu un symbole de l'impérialisme dans le milieu rural au Chiapas, ce sont les modalités d'application de cette interdiction qui furent décisives. Celle-ci fut menée par les femmes.

Car oui j'ai menti, des études sociologiques portées sur la consommation d'alcool aux résultats probants existent. Et celles-ci font une nette différence entre les conséquences d'une consommation excessive chez les hommes et les femmes. Chez ces dernières, les déconvenues sont individuelles (maladies digestives, neurologiques ou cardiovasculaires, cancers, troubles cognitifs...), alors que chez les hommes, il faut ajouter la souffrance de l'entourage (vous la voyez venir la violence conjugale ?).

Et toujours la même impression que pour avancer, il faut questionner chez soi et les autres la violence alcoolique sous toutes ses formes, même quand on ne se sent pas addict.

A la fanfare, les violences sont discutées collectivement. Les AG se déroulent maintenant l'après-midi, pour éviter toute dérive alcoolique. C'est une manière assez virtuose d'éviter le fond du problème. Mais pragmatiquement, les débats sont apaisés. À savoir si on ira plus loin dans la lutte comme ça.

Si on en parlait à la Crécelle ?
Brunch, goûter ou apéro, tout me va.

[3] : Riotfag, Nick, « Mon Edge est tout sauf Straight : vers une critique queer radicale de la culture de l'intoxication », *Infokiosque fantôme*, 2014. https://www.infokiosques.net/spip.php?article1492

[4] : Malgré les conséquences désastreuses le nombre de cirrhoses du foie a été divisé par 4 pendant les 13 ans de prohibition aux Etats-Unis (1920-1933)

[5] : Quelques exemples des conséquences de la prohibition aux Etats-Unis, motivée en grande partie par les instances religieuses : explosion du marché noir, du crime organisé, et multiplication des débits de boisson illégaux, plus nombreux que les bars « réguliers » au début des années 30 ! On y servait beaucoup d'alcools frelatés, créant nombre de cocktails tels que le whisky cola ou le cuba libre (pitié laissez nous le gin tonic !) simplement pour faire passer le poison servi en abondance...

Les prochains rendez-vous de lutte

10/11

Grève interprofessionnelle

Rejoignons-les !

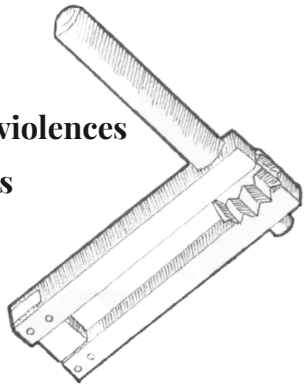
Place de République, 14h

19/11

Manifestation contre les violences faites aux femmes

#NousToutes

Dans toute la France



Sommaire

Page 1
EdiTotal

Pages 2 et 3
Vive la grève des agents d'accueil de la Philhar'
Mbappé au Qatar, DÉMOS à Abu Dhabi !
Brassens 2 - LE RETOUR

Pages 4 à 7
Le mécénat de la fondation Ernst von Siemens, une question politique ?

Page 8
L'opéra, la baleine et la crise multiforme

Page 9
Le SACRe du Capital

Pages 10 et 11
Saynète des cité·e·s
La Carmagnole de La Crécelle

Page 12
2222 (Bande dessinée)

Page 13
VLOG Ecoterroriste
Ça bouge au ballet de Lorraine
Historiographie révolutionnaire

Pages 14 et 15
Des verbicrucistes et des poètes...
Setèop sed te setsicurcibrev seD

Pages 16 et 17
La rentrée des classes du cabinet Egae : une lecture politique des formations contre les violences sexistes et sexuelles

Pages 18 et 19
Jérôme Pernoo débouté
Echo D'Iran

Pages 20 et 21
Ça va bien se passer Messieurs

Pages 22 et 23
Licenciements, privatisations et numérique -
Quand une mairie s'attaque à l'enseignement artistique

Page 24
Les matins de Nîmes

Pages 25 à 27
Sans alcool, la révolte est plus folle ?

La Crécelle est issue d'une lutte sociale. Son écriture est collective et accueillante.
Pour nous contacter, réagir, ou proposer un article : lacrecelle.journal@gmail.com

Mentions légales : Directrice de la publication : Marie Soubestre. Responsable de la rédaction : Jean Wagner. Date du dépôt légal : 5 octobre 2020 ISNN 2740-9570